

CARAVANE OUEST AFRICAINE

Droit à la Terre, à l'Eau et à l'Agroécologie Paysanne : une lutte commune !

3



RAPPORT GENERAL



GAMBIE ⇨ SÉNÉGAL ⇨ GUINÉE-BISSAU ⇨ GUINÉE ⇨ SIERRA LEONE

JUIN 2022

Table des matières

ACRONYMES et SIGLES.....	3
I. Introduction	4
II. Réalisation de la caravane	6
2.1. Stratégie /approche méthodologique :	6
2.2. Le lancement de la caravane :	6
2.3. Le déroulement de la caravane :	9
A. Etape de la Gambie.....	9
B. Etape du Sénégal :	9
C. Etape de la Guinée Bissau :	14
D. Etape du Sénégal suite et fin (Retour de la caravane) :	24
E. Etape de la Guinée :	30
F. Etape de la Siéra Leone :	38
III. La communication.....	45
IV. Les forces et les difficultés rencontrées ;	46
V. Les recommandations.....	49
5.1. Les recommandations Générales de la caravane :	49
5.2. Les recommandations Pays	51
A. Gambie :	51
B. Sénégal :	51
C. Guinée Bissau:	52
D. Guinée :	52
E. Siéra Leone :	52
VI. Conclusion.....	52
VII. Remerciements	54
VIII. Annexes :	55
A.1. Déclaration de la 3ème édition de la CGLTE-AO	55
A.2. La liste des différentes autorités ayant reçues les documents de plaidoyer de la convergence.....	57
A.3. Suivez la caravane sur nos sites et réseaux sociaux :	58
A.4. Termes de références de la 3ème édition de la Caravane ouest africaine (CGLTE-AO)	59

ACRONYMES et SIGLES

CEDEAO : Communauté Economiques des Etats d’Afrique de l’Ouest

CGLTE-AO : Convergence Globale des Luttres pour la Terre et l’Eau Ouest Africaine

ADDAD : Association pour la défense des Droits des Aides ménagère et Domestique

OGM : Organiques Génétiquement Modifiés

UE : Union Européenne

UA : Union Africaine

COP 26 : Conférence des parties

UEMOA: Union Monétaire Ouest Africaine

OSC : Organisation de la Société Civile

CMAT : Convergence Malienne Contre les Accaparements de Terre

CRSFPC / USOFORAL : Comité Régional de Solidarité des Femmes pour la Paix en Casamance, plus connu sous le nom de *USOFORAL*

SCFORS :

CRCR : Cadre Régional de Concertation des Ruraux

COFOVs : Commissions Foncières Villageoises

GEZINHO/ZEZINHO : Non de la société Chinoise qui exploite les forêts de Mansaba en Guinée Bissau

AGR : Activité Génératrices de revenus

AVD : Association Villageoise de Développement

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OIT : Organisation Internationale du Travail

I. Introduction

A l'initiative de la Convergence Globale des Lutttes pour la Terre, l'Eau et les Semences paysannes en Afrique de l'ouest (CGLTE-AO) et suite à la deuxième édition de 2018 qui est partie de la Guinée Conakry en passant par la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo pour s'achever au Benin. La troisième édition de la caravane Ouest Africaine : Droit à la Terre, à l'Eau et à l'Agroécologie Paysanne : une lutte commune ! s'est tenue du 20 Novembre au 13 Décembre 2021 et avait pour itinéraire le *Sénégal, la Guinée Bissau, la Guinée et, avec comme pays de lancement la Gambie et pays hôte final, la Sierra Leone*. Elle a regroupé plus de 300 participant.e.s issu.e.s des organisations paysannes, pastorales, mouvements sociaux, société civile, ONG venus des Plateformes pays de la CGLTE-AO ; Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée Conakry, Guinée Biseau, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Léone, Togo et d'autres horizons d'Afrique à savoir l'Algérie, le Cameroun, la République Démocratique du Congo. A cela, il faut ajouter la participation de la communauté universitaire et le pool des Chefs coutumiers de la Convergence aux panels et foras. En effet, la troisième édition de la caravane s'est inscrite dans la continuité de la lutte « Droits à la terre, à l'eau et à l'agro écologie paysannes ».

La troisième Edition du périple ouest africain avait pour objectif général de ***contribuer au renforcement des communautés de base en vue d'interpeller les décideurs pour l'amélioration des politiques et textes législatifs avec l'implication des chefs coutumiers/traditionnels pour une gouvernance inclusive, progressiste, juste et équitable tant dans les terroirs qu'aux niveaux national et régional sur le foncier, l'eau, les semences paysannes pour une transformation sociale en Afrique de l'Ouest prenant en compte l'agriculture familiale basée sur l'Agro écologie paysanne pour une souveraineté et une sécurité alimentaire.***

Spécifiquement elle visait à

- Favoriser une prise de conscience des communautés des villes d'escalades des différents pays itinéraires par la sensibilisation sur les enjeux et défis liés à l'environnement, au foncier, à la terre, l'eau, les semences paysannes et la nécessité de les préserver pour les générations actuelles et futures ;
- Sensibiliser les communautés sur les dangers liés aux changements climatiques, aux semences artificielles (OGM), pesticides et la nécessité de mettre en place des banques semencières paysannes communes et l'adoption des pratiques agro écologiques dans leur localité respective ;
- Plaider pour l'implication des femmes et des jeunes dans la gouvernance foncière et la prise en compte de l'accès sécurisé au foncier dans les lois et/ou réformes foncières ;

- Appuyer la déclaration de la société civile sur le partenariat UE / UA portée par la plateforme notre terre notre vie ;
- Consolider la dynamique régionale enclenchée par le renforcement des actions entreprises par les organisations et mouvements sociaux par le biais des plateformes nationales pays de la CGLTE OA en lien avec les autorités traditionnelles et /ou coutumières et universitaires ;
- Organiser un contre COP26 pour protester contre la lenteur de l'application effective de l'accord de Paris et exiger le retrait du secteur des terres (forêts et terres agricoles) dans les marchés carbone stipulé dans l'article 6 dudit accord ;
- Remettre au Président en exercice de la CEDEAO et aux autorités politiques et administratives de chaque pays, les documents de plaidoyer dont le Livret vert de la Convergence, l'Engagement de chefs coutumiers et la déclaration de la société civile africaine sur le partenariat UE / UA pour une prise en compte effective des préoccupations des peuples africains dans les politiques et processus de décision relatifs aux ressources naturelles ;
- Renforcer le plaidoyer afin que la CGLTE-AO soit consultée par les instances sous régionales et régionales africaines (CEDEAO, UEMOA, UA) avant les prises de décisions.

En 21 jours, environ plus de 300 personnes ont été mobilisées pour la cause, à travers d'intenses activités d'escales dans les cinq (05) pays traversés par la caravane, en moyenne trois escales par pays. Les participant.e.s étaient en majorité des femmes et des jeunes, composés de paysan-ne-s, d'éleveurs, de pêcheurs, de transformateur.trices de produits locaux, de commerçant-e-s, d'ouvriers, d'artisans, de [tradithérapeutes] tradipratciens, d'élèves et étudiant-e-s, chercheurs, de cadres, d'élus, des autorités traditionnelles villageoises et religieuses, d'organisations de la société civile (OSC), des mouvements sociaux et des populations locales. On note surtout la participation des plus hautes autorités politiques et Administratives (Président de République, Ministres, Directeurs de Services administratifs, Gouverneurs, Préfets, Sous-Préfets, Députés, Maires), des services techniques, Chefs coutumiers, Presses et autres représentativités aux différentes activités.

Cependant, rappelons que cette 3^{ème} édition de la caravane s'est tenue dans un contexte assez particulier marqué par la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid -19.

Tableau 1 : Pays et Villes d'escale

Pays	Villes d'escale	Nombre d'escale par pays
Gambie	Brikama	1
Sénégal	Ziguinchor, Kolda, Diallo kounda (Médina Woundifa)	3
Guinée Bissau	Sao Domingos, Prabis, Masamba, Bissau (Présidence)	4

Guinée Conakry	Koundara, Koumbia, Boké, Dubreka, Conakry (Présidence)	5
Sierra Leone	Kambia, Ropkur Kalisa Port Loko , Freetown	4
Total		17

Le présent rapport fait l'état des activités réalisées au cours de la caravane et porte sur :

- Le déroulement de la caravane ;
- La communication;
- Les forces et faiblesses (les difficultés rencontrées/contraintes) ;
- Les recommandations ;
- La conclusion ;

II. Réalisation de la caravane

2.1. Stratégie /approche méthodologique :

Une panoplie d'activités ont été réalisées durant les vingt-un (21) jours de la caravane ; parmi lesquelles, la cérémonie d'ouverture officielle à Brikima, des conférences publiques, des témoignages de victimes d'accaparement de terre, de l'eau et des semences paysannes, des marches pacifiques, des visites d'expériences et de terrains, des visites de champs d'écoles Agro écologiques, des visites de forêt classée, de remises des déclarations des caravaniers aux autorités, des visites de courtoisie, des expositions de produits locaux agro écologiques à travers des stands, des panels suivis d'échanges et la remise du Livret Vert aux différentes Autorités locales et nationales des pays itinéraires: **Gambie, Sénégal, Guinée-Bissau, Guinée-Conakry et Sierra Leone.**

2.2. Le lancement de la caravane :

a. Activités de lancement par pays

Avant leur départ pour les pays de jonction de la caravane, les différentes plateformes nationales ont organisé diverses activités en guise de lancement dans leur pays. On peut, entre autres citer des conférences de presse et ou débats, des foras, des marches, etc.

Les thèmes abordés porte sur les problématique d'accaparement de terre, de l'eau et des semences paysannes, de l'Agroécologiques, du changement climatique... avec en toile de fond des plaidoyers pour des textes législatifs sécurisant le foncier et son accès aux femmes et aux jeunes.

b. Lancement officiel de la caravane

Au regard de l'ordre de mission numéro 033/CMAT-21, la Gambie pays de départ, a abrité la cérémonie de lancement officiel de la troisième édition de la caravane, le samedi 20 novembre 2021. La marche pacifique d'information et de sensibilisation à travers la ville d'une part et la

cérémonie officielle de la caravane d'autre part sont les deux temps forts de ce lancement à Brikama ville située à 25 km de Banjul.

La marche pacifique :

La marche d'une distance d'environ de 2 km, a vu la participation de près de 150 caravanier.e.s venus de 09 pays (Cote d'Ivoire, Ghana, Togo, Benin, Burkina, Niger, Mali, Mauritanie, Sénégal plus le pays d'accueil la Gambie). Elle est partie du centre-ville au gouvernorat avec



des caravaniers munis de banderoles, scandant des slogans « *Ma terre, Ma vie* », « *Mon eau, ma vie* », « *Mes semences, ma vie* » dans différents dialectes et langues locales au rythme de la fanfare Gambienne :

La cérémonie d'ouverture :

Elle a été marquée par une série d'allocutions notamment :



- Celle du porte-parole de la convergence, M. Massa Koné, qui est revenu sur l'historique des éditions précédentes, les objectifs en cours et l'itinéraire tout en remerciant les caravanier.e.s. Il a fini par exprimer sa satisfaction quant à la présence des Autorités Administratives, Coutumières et Religieuses et de l'accueil réservé par les organisateurs locaux. Il s'en est suivi la présentation des différentes délégations pays de la caravane.
- Monsieur Franus Mandé Carit, Prêtre de l'église locale, a formulé dans sa communication des mots de remerciements et d'encouragements et invité les caravanier.e.s à défendre « **les dons de Dieu** » qui sont l'eau, la terre et les semences paysannes. Selon lui, **ces ressources ne sont pas à négocier ou à vendre**, elles doivent être **préservées** pour les générations futures. Il a fini par réitérer l'engagement et le soutien de la communauté chrétienne à la convergence pour une justice sociale dans le monde.

- D'après le représentant des Chefs Coutumiers l'accaparement des terres est un phénomène réel avec des femmes de son village qui en sont victimes. Il convient donc de conjuguer les efforts pour le combattre afin de garantir une justice sociale et un bien-être aux communautés surtout paysannes. C'est ce qui justifie notamment leur accompagnement de la caravane.
- Le Directeur de l'Agriculture Moro Manga a fait les recommandations suivantes pour une bonne gestion du secteur agricole sensible aux communautés :
 - Faire des recherches paysannes sur les savoir-faire paysans,
 - Faire une traçabilité des semences au-delà des frontières,
 - Financer l'agriculture pour aboutir à l'autosuffisance alimentaire,
- Pour le Gouverneur de Brikama, Monsieur Lamine Saney, *le combat que nous menons est un combat noble, l'Afrique doit reconnaître notre effort. Sur ce, il nous a exhortés à continuer la lutte pour sauver l'environnement et les espèces animales. Et n'a pas manqué a engagé sa responsabilité et celle de son gouvernement à accompagner la CGLTE-AO dans cette lutte noble. Il a fini par lancer un appel pour une alternance mondiale de la vie sociale qui n'est possible que dans l'union pour une seule cause, la protection de la planète et des communautés.*

Avant de clôturer la journée, un témoignage de la représentante des femmes semencières du Mali sur les systèmes semenciers paysans, a été fait. Elle est revenue sur la collecte des semences de bonnes qualités qui se fait dans les champs, accompagnée par un bon système de conservation pour faciliter les échanges entre les paysans qui procèdent par troc pour éviter la marchandisation des semences paysannes.



Par ailleurs, le porte-parole a rendu un vibrant hommage aux valeureux militants qui étaient dans la lutte et qui ne sont plus de ce monde et a demandé à l'assistance de formuler des prières pour le repos de leur âme.



Une séquence de sketch sur les violences et injustices faites aux aides domestiques a été présentée par les ADDAD.

La cérémonie de lancement a pris fin par une soirée culturelle (chants et danses traditionnelles).

2.3. Le déroulement de la caravane :

A. Etape de la Gambie

Elle a été entière consacrée au lancement officiel de la caravane à travers une marche et une cérémonie officielle qui a enregistré plusieurs interventions d'officiels et des leaders de la CGLTE OA. En fin, des séries de témoignages sur les accaparements des terres et la conservation des semences et une soirée culturelle ont mis fin à l'étape du pays de la départ de la troisième caravane.



B. Etape du Sénégal :

L'étape du Sénégal a été faite en deux temps. Les thématiques abordées au Sénégal sont la Gouvernance foncière, les semences paysannes, la paix et les tracasseries transfrontalières et le Changement climatique à travers un Contre COP26. Cette première étape du pays a été l'escale à Ziguinchor.

• Escale de Ziguinchor:



Cette première étape du pays de la Terranga fut consacrée à l'escale de Ziguinchor en Casamance dans la journée du 21 au 22 novembre 2021 :

Après le lancement en Gambie, la caravane est arrivée tard dans la nuit du 21 novembre 2021 au Sénégal et plus précisément à Ziguinchor. Les caravaniers ont eu droit à un accueil très chaleureux par une foule massive accompagnée de folklore locale traditionnelle.



A l'arrivée des caravaniers, une rencontre a été tenue avec les organisateurs locaux autour du programme des activités de cette escale. Cette rencontre a permis d'avoir un programme bien détaillé pour atteindre les objectifs planifiés. En plus, des responsables locaux, la plate-forme nationale du Sénégal fut fortement impliquée dans ces prises de décisions. Parmi les responsables locaux de cette

rencontre de cadrage, on peut citer entre autre : un membre du conseil d'administration d'USOFORAL, le Directeur du Stade de Ziguinchor et les personnes ressources.

Les activités du 22 novembre 2021 ont commencé par une rencontre générale de recadrage des activités menées jusqu'ici et celles prévues à Ziguinchor. Ce recadrage a permis aux caravanier-e-s de bien comprendre l'esprit de la caravane et de faire des suggestions pour améliorer la suite des étapes en général. Les activités planifiées pour l'escale sont :

Activité I : *la visite au centre de l'USOFORAL (Comité Régional de Solidarité des Femmes pour la Paix en Casamance).*

Elle fut guidée par Madame Cissé Zeinabou Male Coordinatrice de USOFORAL. Dans son intervention, elle a d'abord procédé à la présentation de son institution. Selon elle, l'USOFORAL est née depuis 1999 et a pour objectif de promouvoir la paix et le leadership féminin en Casamance. Elle a souligné que le groupe USOFORAL est composé de plus de 11500 membres. Le slogan du centre est « *Nous voulons que les femmes soient des leaders qui peuvent influencer la vie sociale, économique et culturelle afin d'aboutir au développement durable* ». Elles ont comme mission première de participer à la construction de la paix en Casamance, former et accompagner les femmes.

En plus de la ferme agroécologique que dispose l'organisation, elles font de la production, de la transformation telle que du vinaigre à base de mangue "*sierra léonaise*" et de la commercialisation des produits locaux.

Cette visite guidée du centre a permis aux visiteur.e.s de s'enrichir en découvertes, de savoir-faire locaux en matière de transformation de produits locaux par les femmes avec comme finalité la participation de l'économie locale.



Les caravanier.e.s se sont payé.e.s beaucoup des produits locaux transformés par le centre. D'autres pays pourront expérimenter les actions posées par le centre.

Activité II : *Panel sur la Gouvernance foncière, les semences paysannes, la paix et les tracasseries transfrontalières.*

Après la visite du centre USOFORAL la deuxième activité de Ziguinchor a été le panel sur la Gouvernance foncière, les semences paysannes, la paix et les tracasseries transfrontalières.

Madame Cissé Seynabou Male, la Coordinatrice d'USOFORAL, a commencé son intervention par des salutations à l'endroit de la société civile, aux caravanier.e.s, aux invité.e.s et au comité régional des femmes SCFORS avant de remercier toutes les organisations qui ont contribué à la bonne marche de l'activité à Ziguinchor. Elle décline son mot en faisant un rappel de l'historique de la femme et des personnages qui ont marqué l'histoire de la lutte sur le droit des paysans dans la région de Ziguinchor. *« Donnons-nous la main pour un développement de l'agriculture durable »* affirme-t-elle à la fin de son intervention



Monsieur Abdoul Aziz Badji, Président du CRCR (Cadre Régional de Concertation des Ruraux) de Ziguinchor, a remercié tous les participants de la caravane, avant de rentrer dans le vif du sujet. Pour lui, c'est un honneur pour la région de Ziguinchor de recevoir la 3^{ème} édition de la caravane. *« Quand on parle de la pauvreté, de la famine, on parle de la sous-alimentation. Trouvons des moyens pour réussir là où certains pensent que nous échouerons. La caravane doit montrer aux pays africains que nous pouvons réussir. Travaillons ensemble pour construire une Afrique meilleure »* a souligné Monsieur Badji.

Quant au Porte-Parole de la Convergence Ouest-africaine, Camarade Massa Koné, a salué toutes les organisations qui ont bien accueilli la caravane avant de faire l'historique de la convergence et surtout de la caravane en tant qu'activité phare de ce mouvement.



Il a mentionné aussi que les ressources eau, terre et semences paysannes font l'objet de grande convoitise par les multinationales. Selon lui, la protection de ces ressources n'est possible que par l'intégration des pays Africains ; en ayant une même vision et faire de la CEDEAO une CEDEAO des

peuples et non une CEDEAO des Chefs d'Etat. Et pour y arriver, il faut valoriser ce qu'on a de

plus cher (l'eau, la terre et les semences paysannes) comme socle d'intégration des peuples au sein des Etats et entre les Etats et promouvoir (valoriser) l'agroécologie et les connaissances endogènes paysannes.

Activité III : Conférence populaire/animation du panel

La cérémonie a continué par l'animation de deux panels. Le premier panel a été animé par le Professeur Nouha Cissé, avec comme thème : la consolidation de la paix et de la gouvernance foncière.

Le Professeur a rappelé l'actualité du Sénégal sur le titre foncier, les conflits et litiges sur



l'exploitation de la terre, au Sénégal et dans les pays frontaliers. Trois questions ont été développées par le Professeur Cissé dont : Qu'est-ce que le foncier ? Les enjeux sur la terre et les conflits récurrents et enfin comment gérer les conflits sur le foncier pour la paix et la justice sociale ?

Selon le Professeur Nouha Cissé, le foncier est un bien constitué par un fonds de terre, de la personne à qui il appartient et du revenu qui en est tiré. La question du

foncier a toujours été source de conflit depuis les temps anciens. Il considère que « *La terre est une mère qui ne ment pas et la production de biens sur la terre est source de conflit entre les communautés* »

Parlant des enjeux liés à la terre et les conflits récurrents, il fait comprendre que la production spéculative (de rente) (café, cacao, coton...) a emboîté le pas aux productions des cultures vivrières (mil, sorgho, maïs...) et a fait place aux entreprises étrangères qui sont à la base des accaparements des terres et des spéculations foncières. Il a par la suite rappelé que ce sont les lois qui attribuent des pouvoirs (accaparement de terre, exploitation abusive des ressources naturelles) aux multinationales. Les terres touchées par le problème foncier au Sénégal et l'impact des entreprises étrangères sur l'environnement sont sources de conflits aussi bien en milieu rural qu'urbain.



Plusieurs propositions ont été faites par le Professeur pour lutter contre les conflits sur le foncier et aboutir à la paix sociale. On peut noter l'application de l'assainissement de l'environnement, de la bonne gouvernance, de la bonne gestion foncière et inclusive, transparente et

l'encadrement de la transhumance du bétail par la fixation des couloirs de passage partagés avec les parties prenantes. Il a conclu son panel en ses termes : « *Dans une zone comme la Casamance affectée par un conflit en voie d'être résorbé, la bonne gestion de la terre peut nous mettre à l'abri des facteurs d'une résurgence du conflit* ».

Monsieur Gomis, l'animateur du thème les Tracasseries transfrontalière, a fait d'abord l'historique de la CEDEAO de 1979 à nos jours, ensuite il a parlé des tracasseries et les raquettes dont les personnes sont victimes au niveau des frontières et dans les pays de la CEDEAO. Selon lui, ces tracasseries transfrontalières ont un impact négatif sur l'économie régionale. Et, l'application des textes et la mise en œuvre effective de la convention entre les Chefs d' Etats de la CEDEAO dans le cadre de la libre circulation des personnes et des biens, contribueront à une intégration régionale au sein des pays membres. Il a invité les caravanier.e.s à sensibiliser et informer les populations sur leurs droits de circuler librement dans l'espace CEDEAO.

La présentation des deux panels riches en informations et en partage d'expériences a permis aux participants de bien cerner les deux thématiques, d'intervenir en faisant des remarques des suggestions.

Après l'intervention des deux panelistes la parole fut donnée aux caravanier.e-s pour des témoignages et partages d'expériences. C'est ce qui a permis d'enregistrer que les problèmes d'accaparement de terre existent dans tous les pays de la sous-région en citant quelques cas d'accaparement en guise d'exemples pour illustrer le phénomène.

L'exemple phare de réforme foncière dans la sous-région récemment est le cas du Mali avec l'élaboration de la loi foncière Agricole et de la Loi domaniale et foncière. Toutes ces deux lois sont novatrices avec des innovations très importantes.

Le premier succès est l'implication de tous les acteurs du pays dans l'élaboration de ces textes notamment les communautés villageoises, la société civile y compris les organisations de jeunes et de femmes, la Convergence malienne contre les accaparements de terre (CMAT) et d'autres mouvements sociaux, les chercheurs, les services techniques de



l'Etat et les élus des collectivités et nationaux. En plus de cette implication historique il y a l'existence des commissions foncières villageoises appelées COFOVs avec un régime foncier clair qui reconnaît quatre propriétaires de terre Agricole à savoir : l'Etat, les collectivités (territoriales), les communautés rurales et les particuliers ; il faut aussi noter que désormais 15% des terres aménagées par l'Etat reviennent aux femmes, aux jeunes et aux personnes vulnérables et l'existence d'outils (et mécanismes) efficaces de sécurisation foncière. Ces lois constituent aujourd'hui des références dans la sous-région ouest africaine.

Il convient pour nous d'harmoniser les cas de bonnes pratiques en matière de réforme foncière. La convergence doit jouer un grand rôle dans cette stratégie à travers ses plates-formes nationales.

En ce qui concerne les tracasseries routières, les caravaniers n'ont pas manqué de faire des



témoignages fraîches sur leurs calvaires. Les délégations du Niger, du Burkina Faso ont raconté avoir vécues aux frontières entre le Burkina Faso et le Niger et entre le Burkina Faso et le Mali des raquettes par les agents de ces pays malgré qu'ils aient présenté des ordres de mission. Certains déclarent avoir dépensé environ 25 000 FCFA à 30 000 FCFA avant d'arriver à Bamako après la traversée de deux frontières.

Il est ainsi fortement recommandé à la convergence d'ajouter à la lutte les tracasseries routières qui sont indispensables, si l'on veut réellement une Afrique unie. Cela jette aussi la base de la construction d'une CEDEAO des peuples.

Il faudra dans la même logique contribuer à la vulgarisation des textes de la CEDEAO en matière de libre circulation des personnes et des biens, de développer un système d'alerte précoce pour dénoncer les agents pratiquants les tracasseries routières.

L'escale de Ziguinchor a pris fin par une marche pacifique conduisant les caravaniers au gouvernorat. Marche qui a été sanctionnée par la remise des documents de plaidoyer au vice-gouverneur de la région. Une photo de famille a été prise pour marquer le passage de la caravane.

C. Etape de la Guinée Bissau :

Compte tenu de la proximité de la Guinée Bissau de Ziguinchor, la caravane a fait cap sur le troisième de son itinéraire où elle a été accueillie à la frontière par les premiers responsables de la plateforme nationale de la Guinée Bissau le mardi 23 novembre 2021. L'accueil fut couvert par la chaîne de la télévision nationale.



- **Escale de Sao Domingo :**

La première activité de Sao Domingo fut une visite de courtoisie aux autorités de la sous-préfecture. Cette rencontre a été juste marquée par une présentation de la convergence et des objectifs de la caravane aux autorités administratives et coutumières. Elle a été sanctionnée par une remise du kit contenant le Livret Vert et le document de capitalisation de la 2^e édition de la caravane.



La conférence populaire de Sao Domingo :

A l'issue d'une marche pacifique qui a conduits les caravaniers à la maison des jeunes où s'est tenue la conférence populaire deuxième activité de cette escale.



La rencontre était plus marquée par des témoignages de la plateforme nationale Bissau-guinéenne et les représentants de la communauté victime. Ces témoignages portaient sur l'exploitation du sable de mer du village de Varela qui a un impact négatif sur l'environnement.



Dans les mots de bienvenu.e.s aux caravanier.e.s sur la terre Bissau guinéenne, la plateforme nationale a promis que toutes les doléances faites au cours de cette cérémonie seront transmises au Président de la République de Guinée Bissau, Umar Sissoco Embaló afin que les paysan.ne.s soient rétabli.es dans leurs droits.

Le porte-parole de la Convergence ouest-africaine a pour sa part saluer et remercier le Président de la plateforme nationale de la Guinée Bissau, les autorités administratives, religieuses et coutumières pour l'accueil réservé aux caravanier.e.s, avant de rappeler les itinéraires de la caravane.

« La Convergence a compris qu'il faut organiser ces genres d'activité pour dialoguer et discuter avec les autorités afin de trouver des solutions durables pour les citoyens. La traversée de la caravane dans différents villes et villages permet de constater et d'avoir un aperçu global sur tous les problèmes qui existent en Afrique et de trouver des solutions pour pouvoir les surmonter. Il n'y a pas de développement sans paix, il y'a pas de paix sans eau et sans terre. Nous menons le combat sur les accaparements des terres pour que tous les paysan.ne.s puissent jouir de leurs droits en lien avec les ressources naturelles. Nous élaborons des documents à l'égard des gouvernements pour une gouvernance responsable et équitable en collaboration avec des Chefs coutumiers et religieux. Nous plaidons au niveau des autorités administratives, religieuses et coutumières pour que la justice sociale soit appliquée au profit des femmes et des jeunes ».

La Chef de la délégation nigérienne, Madame Koné Rekia SIWA, au nom des femmes de la caravane, dans son allocution, est revenue sur les difficultés que les femmes paysannes rencontrent dans différents pays de l'Afrique. Selon elle, le droit à la terre, à l'eau et aux semences paysannes contribue énormément à l'autonomisation de la femme africaine. Elle a fini par appeler les femmes à s'investir dans l'agriculture, l'élevage, la transformation et la commercialisation des produits issus de ses activités.



Les représentant.e.s de la communauté locale de Sao Domingo ont aussi pris la parole pour expliquer et faire ressortir ce qu'ils vivent comme problèmes notamment l'accaparement des terres agricoles et l'impact de l'exploitation des terres par l'Etat et les firmes étrangères sur leur rendement. Ils ont affirmé que c'est pour la première fois qu'une caravane de ce genre passe dans leur village, pour s'enquérir des problèmes que les populations vivent au quotidien. Ils étaient contents et très émus des échanges qu'ils ont eus avec les caravaniers et sollicitent leurs aides afin de trouver une solution durable à ces problèmes. Le passage de la caravane constitue pour eux un grand espoir dans la résolution de leur problème.

Le porte-parole de la Convergence ouest-africaine a rassuré les paysan.ne.s que le mémorandum et le document de plaidoyer seront élaborés et remis aux autorités de leurs localités, et serviront de guide pour que ces problèmes trouvent une solution. Les autorités présentes à cette occasion ont promis de s'investir pour que les paysan.ne.s victimes jouissent de leur droit et restent ouvertes pour aider la communauté victime.

- ***Escale de Prablis:***

Le 24 novembre 2021, les caravanier.e.s se sont rendu.e.s dans le village de Koumoura Pèpè, situé à une vingtaine de km de la capitale Bissau, la problématique de cette localité est



l'accaparement de la terre des communautés d'une superficie de 72 hectares par un exploitant Palestinien. C'est avec tous les espoirs qu'une foule nombreuse a accueilli la caravane, une première depuis le début de ce problème. L'évènement a été couvert par la presse y compris la télévision nationale.

Après les cérémonies protocolaires, le porte-parole des Chefs de canton

Monsieur Marti Lounanki a pris la parole à cette occasion pour rappeler l'historique de son village et les différents problèmes d'accaparements de terres que subit le village depuis des années. Selon lui, le mouvement [dynamique] local avec la plateforme de la Guinée Bissau et ceux des autres pays sont là pour apporter leurs soutiens. « Le mouvement de la caravane a donné du courage aux paysan.ne.s. Nous allons nous constituer en réseau avec la convergence locale afin de créer un mouvement d'ensemble avec tous nos partisans » ajoute-t-il. Pour exprimer sa joie, il dit que « C'est du jamais vu ! Une délégation de 11 pays qui vient dans notre village pour nous soutenir, nous sommes dépassés par cet élan de solidarité panafricaine. C'est un rêve et une très grande surprise agréable ».

Des jeunes et des femmes présentes à cette cérémonie, ont pris la parole pour témoigner leur gratitude au passage de la caravane dans leur village et le combat qu'elle mène pour que les terres arrachées soient restituées aux propriétaires, tout en expliquant le mode opératoire de l'accaparement de leurs terres.



Madame Koné Rekia SIWA de la caravane et Monsieur Luck Ablaku

Chef de la délégation béninoise ont pris la parole pour faire des témoignages des différents problèmes que vivent les femmes et les paysan.ne.s dans les pays africains sur le problème des accaparements des terres.



Le chef de la délégation du Bénin n'a pas manqué de faire le témoignage sur les cas de succès de la caravane dans son pays notamment dans les communes de Adjawère et Baghouté où le Gouvernement a pris des décisions très importantes pour remettre les victimes dans leur droit à l'issue du plaidoyer médiatisé de la CGLTE OA lors de la deuxième édition de la caravane.

Le Président de la plateforme El Hadji Allanso Faty de la Guinée Bissau a, pour sa part, remercié les différents chefs de village, les associations des femmes pour avoir répondu présent à la cérémonie et soutient : *« Je ne suis pas là pour accuser l'État ou qui que ce soit, je suis là pour que la justice sociale soit respectée au profit des populations vulnérables. Je vais prendre attache avec le Président de la République de la Guinée Bissau pour que cela soit effective »*. Il promet de continuer la lutte même après le passage de la caravane.

Le porte-parole de la caravane Ouest Africaine Droit à la Terre, à l'Eau et à l'Agroécologie paysanne : une lutte commune ! s'est aussi exprimé à cette occasion. Il témoigne : *« Nous allons nous battre pour que les terres arrachées par un palestinien puisse être restituées aux paysans de la Guinée Bissau. Nous allons travailler avec le point focal de la plateforme nationale de la Guinée Bissau pour que cela soit possible. Nous allons prendre attache avec le Président de la Guinée Bissau par le biais de la Convergence Guinéenne »*. Il a fini son intervention en rassurant les villageois que la Convergence continuera la lutte auprès d'eux. Il a demandé *« l'union sacrée et le dévouement de la communauté locale »*.

La cérémonie a pris fin par la remise de cadeaux aux caravanier.e.s notamment des pulls traditionnelles locales au Point focal de la Convergence ouest-africaine de la Guinée Bissau, au porte-parole de la caravane, à la représentante des femmes de la caravane et au Chef de délégation du Bénin, action faite par la responsable des femmes du village.



- **Escale de Mansaba :**

Accueilli.e.s par les communautés du village, le 25 Novembre 2021, à l'entrée par un folklore traditionnel, les caravanier.e.s ont continué avec une marche d'environ 2 km brandissant les slogans jusqu'au site de l'activité.

A l'entame de la cérémonie, les caravanier.e.s ont surpris un exploitant chinois entrain de filmer et de prendre des photos, aussitôt cet espion de la société chinoise a été chassé par les caravaniers avec un accès interdit au lieu de la rencontre. Aussi, il a été contraint de supprimer

tout ce qu'il avait pris comme photos et vidéos. Pour rappel, ladite société chinoise est en conflit ouverte avec la population locale pour coupe abusive de bois.

La cérémonie a débuté par la présentation de tous les officiels du village et les jeunes leaders engagés dans la lutte pour le respect des droits humains de la population locale.



Le Chef du village de Mansaba a pris la parole à cette occasion pour souhaiter la bienvenue. Après les salutations d'usage, il a décliné les problèmes que vivent les villageois au quotidien.

Le Chef traditionnel : *« Nous luttons pour l'autosuffisance alimentaire dans notre village. Notre village était le secteur qui abritait les plus grands bois du pays. Mais maintenant il n'y a plus rien. Les entreprises chinoises (GEZINHO / ZEZINHO) ont tous déboisés. On n'a aucune contrepartie sur cette exploitation qui a sévi dans notre village depuis des années »*. Il appelle les caravanier.e.s à s'engager à leur côté pour que cette exploitation cesse. Il affirme que leur mouvement de protestation est constitué de 42 villages avec 2 autres qui ont rejoint le combat afin d'apprendre de la caravane des expériences, des techniques, des stratégies et moyens pour mener la lutte. Les entreprises chinoises ont l'habitude de passer chaque jour avec du bois, depuis plus de 5 ans, 200 remorques remplies de bois peuvent passer par jour. Mais quand ils ont entendu parler de l'arrivée de la caravane, ils ont suspendu le trafic. Les couches sociales jeunes comme vieux sont mobilisés pour la lutte. Les communautés ont adressé un mémorandum (document de plaidoyer) au Président de la République. Ce plaidoyer a incité le Président à prendre un décret interdisant la coupe de bois, une victoire obtenue grâce à l'appui de la convergence.

Le porte-parole des jeunes a exposé le problème que vivent les villageois face à l'exploitation abusive du bois. Selon lui, les exploitants n'ont aucun respect pour les paysan.ne.s et l'écosystème du village. Il a demandé à la Convergence ouest-africaine de les appuyer pour trouver des solutions durables à leur problème. Nous sommes dans le combat et avons acheté des sachets plastiques pour planter des piquets des arbres. Présentement, des activités de reboisement ont été réalisées dans plus de neuf villages.

Il finit son intervention en faisant l'historique de l'arrivée des entreprises chinoises dans leur village. « Lorsque les chinois sont venus, on ne les connaît pas. Ils sont venus avec des documents officiels donnés par l'Etat. Ils nous faisaient travailler en raison de 500 FCFA par jour et on n'avait aucune contrepartie des bois coupés dans nos champs. Sur 1000 conteneurs les villageois ont droit à 250.000 FCFA. Actuellement, un décret a été signé en faveur des paysan.ne.s de la Guinée Bissau et cela grâce au combat de la Convergence ».



La représentante des femmes a ajouté dans son intervention que le combat mené depuis des années sera renforcé à travers le passage de la caravane et les points focaux de la Convergence ouest-africaine. Elle a fait ressortir le problème que vivent les femmes du village au quotidien et lance un appel aux partenaires pour leur venir en aide car elles ont perdu toutes leurs revenus avec la disparition des AGR. La population locale a demandée plus d'engagement de la convergence afin que le gouvernement prenne en considération leurs revendications légitimes. Avec la coupe abusive des bois les pluies sont devenues rares et par conséquent les saisons de pluies sont de courte durée par rapport à la normal. Il s'y ajoute que les champs deviennent très peu cultivables avec les résidus de bois coupés. Pire, il y a une interdiction formelle de ramasser les bois abandonnés dans les champs pour usage dans les ménages.

Une plage de questions/réponses entre les caravanier.e.s et la communauté locale a été ouverte afin de faciliter la compréhension et le partage des expériences.

Les questions ont porté sur l'implantation des chinois dans les villages, à qui sont remis les quelques miettes versées par les entreprises chinoises et quel est l'engagement du Président de la République de la Guinée Bissau lors de son passage, avant de lancer un vibrant appel à la jeunesse à rester unie et souder même après la caravane parce que disent-ils il y'a des tentatives d'intimidations permanentes émanant des entreprises étrangères.

Une séquence de question réponse et contribution a permis de mieux éclairer les débats.

Questions	Réponses
En quelle année les chinois ont commencé la coupe des bois ?	Les services techniques ont confirmé les naufrages des populations, ils reconnaissent que l'Etat a fait une grave erreur qui est en partie résolue par le Président de la République à travers une

Est-ce que le Président a été rencontré pour discuter du problème qui sévit au sein de la communauté ? Qu'elle a été la suite de cette rencontre ? Qu'est-ce que l'Etat a fait de cette situation qui prive l'accès des femmes au bois de chauffe pour les activités ménagères ? Qu'est-ce que la communauté attend de la caravane ? Est-ce que ces entreprises ont fait des actions de restauration ? Si non, il faut les exiger cela avant leur départ ? Est-ce que le décret, qui entre dans le cadre de la cessation des coupes abusives de bois pris par le Président, est en application ? ; Avec qui les chinois ont engagé une nouvelle négociation ? La convergence veut connaître cette personne ? Quelles sont les mesures prises ? Et avec qui ?	promesse électorale car il y a eu un décret d'arrêt de la coupe de bois par la société ; Les services techniques présents s'engagent à transmettre les doléances issues de la rencontre à leur hiérarchie ; Les femmes n'ont aujourd'hui que l'exploitation du sel comme activité principale ; Une priorité du gouvernement est de résoudre le problème en commençant par l'application du décret. Il faut la mobilisation et l'organisation de la population. Seulement la population a, au départ, minimisé les dégâts en acceptant la contrepartie de 250 000 FCFA pour 1000 conteneurs pour des réalisations de plans de mangues. D'après la jeunesse les coupes de bois n'ont pas été suivies de reboisement par les chinois, les jeunes se sont mobilisés pour mettre en place 2000 plants de pépinières. En ce qui concerne l'élaboration des lois, les populations et la société chinoise vont négocier les modalités. Les expériences partagées par le Mali constituent déjà pour nous des sources d'inspiration. Le point focal du Benin exhorte la population à considérer dorénavant le bois comme leur propriété
Suggestions / recommandations	

- Les expériences partagées par le Mali : ils demandent aux jeunes de renforcer leur engagement et de ne pas céder à la corruption, ni à la manipulation mais plutôt et surtout de rester soudé. C'est les conditions sine qua non pour le succès de la lutte. A titre d'exemple 118.000 hectares sont menacés d'expropriation dans une commune au Mali et grâce à une grande mobilisation, le problème a été résolu. Il a fallu que des personnes engagées dans la lutte jurent entre elles et prêtent serment de ne pas se trahir afin de parvenir au terme de la lutte.
- Il a été recommandé que les communautés victimes de Mansaba :
 - Cherchent à obtenir tous les documents officiels liant l'entreprise chinoise à l'Etat de la Guinée Bissau ;
 - veillent sur l'authenticité et la crédibilité de tous les documents que détiennent l'entreprise chinoise car les éleveurs du Niger ont connu ces mauvaises expériences de faux documents. .
 - exige à l'Etat de publier tous les décrets et autres documents connexes afin que les populations maîtrisent le contenu.

Si les chinois ne sont pas venus aujourd'hui pour couper du bois. C'est parce qu'ils ont peur de la mobilisation de la caravane. Celle-ci constitue une force vive et invite les communautés à se mobiliser davantage pour réclamer leurs droits.

Le porte-parole de la Caravane, a dans son intervention, remercié les autorités administratives



et coutumières du village de Mansaba et a fait une synthèse des différentes interventions. Il a mis l'accent sur le problème de déforestation avant de rappeler la présence des chinois dans les villages. Il affirme que tant que les chinois sont présents alors le problème demeurera. Pour lutter contre l'impérialisme chinois dans les villages, selon lui, il faut que les chefs des

villages, les chefs coutumiers et les jeunes leaders des villages se mettent ensemble dans une même convergence afin que le combat puisse aboutir. Il a fait un éclairage sur le contrat foncier, sur les exploitations forestières et du décret présidentiel sur l'annulation des exploitations des forêts. Il a fait également des propositions sur la manière dont les villageois.e.s doivent procéder pour l'application juridique de leur droit ; et les a invités à s'attacher les services d'un cabinet juridique pour faciliter les transactions.

La cérémonie a été clôturée par le Représentant de l'Administration de Mansaba. Il a remercié tous les caravanier.e.s pour leur disponibilité. Il se dit ouvert pour toutes alternatives allant dans le sens du respect des droits humains.

- **Rencontre avec le Président de la République de la Guinée Bissau :**

Le vendredi 26 novembre 2021, la caravane a eu l'honneur d'être accueillie au palais présidentiel de la Guinée Bissau, par le Président de la République Chef de l'Etat, son



excellence Monsieur Umaru Sissoco Embalo et ses plus proches collaborateurs. Une délégation restreinte a été reçue par le Président pour la remise des documents de plaidoyer (le Livret Vert, le document de capitalisation et le document de plaidoyer commun pour une gouvernance foncière respectueuse des droits des communautés locales). Après la remise des documents de plaidoyer et du livret de capitalisation à son excellence, la délégation a rejoint les autres caravanier.e.s qui étaient à la devanture de la grande salle de la Présidence de la Guinée. Son excellence Monsieur le Président a par la suite reçu au niveau de l'enceinte du Palais tou.te.s les caravanier.e.ss pour leurs témoigner son soutien.

Prenant la parole à cette occasion, son Excellence a d'abord souhaité la bienvenue aux caravanier.e.s avant de les encourager dans leurs luttes. Il a rassuré les caravanier.e.s qu'il sera



leur Ambassadeur auprès de ces collaborateurs et des autres Chefs d'Etat ouest africains. *« Bienvenue en Guinée Bissau, vous êtes ici chez vous. Je salue encore votre initiative. Je serais vos ambassadeurs au niveau de mes collègues afin que votre lutte aboutisse. Merci à toutes et à tous et bon voyage ».*

Les applaudissements accompagnés par des slogans ont été la réponse des caravanier.e.s pour manifester leur joie au Président de la République de la Guinée Bissau. Une photo de famille a été prise afin d'immortaliser le passage de la caravane.

A la sortie des locaux de la présidence, le porte-parole de la convergence ouest africaine a témoigné aux caravanier.e.s l'accueil chaleureux que le Président leur a réservé. Il affirme : *« J'ai rencontré beaucoup de personnalités tout au long de ma carrière sur la lutte des défenses des droits de l'homme, j'ai rencontré plusieurs Présidents de la République mais la rencontre avec son Excellence Umaru Sissoco Embaló me laisse sans voix. Il avait toute son attention quand on lui parlait des activités et les actions qu'avait menées la convergence. Il nous a rassuré que tous les problèmes liés à l'exploitation des forêts et bien d'autres seront résolus ».*



Ceux-ci met fin à l'étape de la guinée Bissau.

D. Etape du Sénégal suite et fin (Retour de la caravane) :

- **Escale de Kolda :**

Après la Guinée Bissau, la caravane a fait son retour dans la nuit du 26 novembre 2021 au Sénégal à Kolda deuxième escale du pays avec au menu un contre cop 26.

La journée du 27 novembre fut marquée par deux activités phares :

La marche Pacifique de dénonciation du crédit carbone en Afrique

La marche Pacifique dans les rues de Kolda pour dénoncer les compensations du crédit carbone en Afrique, les accaparements de terre, l'exploitation abusive des forêts et des eaux dans le



cadre du contre COP 26. C'est ainsi que les caravanier.e.s ont investi les rues de Kolda jusqu'au rond-point central avec les slogans dans toutes les langues nationales et officielles des pays membres de la convergence. Environ 400 personnes en majorité des femmes étaient à cette marche. Elle a été sanctionnée par un point de presse animé par les portes paroles de la convergence et des organisations paysannes, Président du CRCR de Kolda. Dans les déclarations de point de presse on peut retenir ce qui suit :

« Nous sommes là pour dénoncer le crédit carbone en Afrique et défendre les droits paysans »



a affirmé Mahamadou ZEINE. Le porte-parole de la caravane, Massa KONE continue en disant : « Si on laisse les occidentaux s'implanter sur nos terres africaines, ils nous feront subir la même chose qu'ils ont fait en Europe en détruisant la biodiversité et en aggravant les effets du changement climatique sur toute la planète, non au changement de l'article 06 de l'accord de Paris, non aux accaparements

des terres, non aux exploitations forestières. La terre africaine n'est pas une compensation du crédit du carbone ».

Disons que cette marche et ce point de presse ont été bien couverts par beaucoup de chaînes de télévision, de radio et d'organe de presse écrite ainsi que la presse en ligne.

Une déclaration de presse été faite à cette occasion. Messieurs Mouhamadou Mansour ZEINE et Massa Koné porte-parole de la Convergence ouest africaine ont décliné les objectifs de la marche de la journée et les différentes activités de la Caravane de la première édition à nos jours.



Le forum sur la gouvernance foncière et le changement climatique

La deuxième activité phare de l'escale de Kolda fut forum qui a été animé à travers trois sous thème (i) la problématique des semences paysannes, (ii) la déforestation, et (iii) l'accaparement des terres.

■ Les semences paysannes :

Ce thème a été animé par Monsieur Omar Mballo spécialiste des semences paysannes. Dans son intervention, il a parlé de l'intégration des semences, de l'aperçu des semences et de la pratique de l'agro écologie en se basant sur les semences paysannes au Sénégal.

Il a présenté trois types de semences :

- ✓ Vivrières (mil, maïs, sorgho, etc.)
- ✓ Industrielles (arachide, coton, sésame, etc.)
- ✓ Maraichères (gombo, courge, aubergine, tomate tec..) en plus de celles fruitières (mangues, papayes, orange...)



Selon lui, avant l'indépendance, les systèmes de conservations étaient traditionnels avec des méthodes différentes. Les femmes jouaient un grand rôle dans cette pratique. C'est après que l'Etat s'est impliqué en soutenant les coopératives semencières.

Ces interventions ont été complétées par des témoignages et des partages d'expériences en matière de pratiques agro écologiques notamment l'utilisation des semences paysannes, les traitements des semences et des cultures et la conservation naturelle.

De la conclusion des échanges, on retient que les participant.e.s sont unanimes que le gout des



semences paysannes est plus intéressant que les semences conventionnelles. En plus les semences paysannes sont plus faciles à conserver et résistent mieux à la sécheresse. Malheureusement que ces semences sont en voie de disparition au profit des semences commerciales et conventionnelles d'où la nécessité de l'ensemble des acteurs de s'engager pour leur multiplication et vulgarisation. Présentement 90% des paysans utilisent les semences paysannes dans certains pays.

■ La gouvernance foncière :

Des expériences partagées sur la mauvaise gouvernance foncière qui sévit dans tous nos pays montrent la faiblesse des lois foncières. Les régimes fonciers favorisent l'accaparement des terres et il faudra alors s'appuyer sur des cas de bonnes pratiques de politiques foncières harmonisées. Cela permettra surtout de bien sécuriser les terres des communautés locales des accaparements ou de tout autre abus sur les ressources naturelles. La convergence a déjà donné le ton et doit être accompagnée par les autres acteurs surtout la jeunesse, les femmes et les autorités coutumières. L'accès sécurisé des femmes et des jeunes à la terre est une partie intégrante de cette lutte.

En outre, l'impact de la mauvaise gouvernance sur le changement climatique a été démontré en pointant du doigt l'usage des techniques agricoles ou d'exploitation d'autres ressources

contribuant à l'appauvrissement du sol et à la destruction de l'écosystème (des intrants chimiques, des pesticides, la cyanure, les coupes abusives,...)

■ La déforestation :

Les forêts africaines font l'objet d'exploitation abusive par beaucoup d'acteurs et actrices. Les premiers prédateurs des forêts sont les multinationales avec la complicité des décideurs au



plus haut niveau notamment les Présidents. Ce sont elles, qui financent leurs campagnes électorales et les ressources naturelles sont bradées en contrepartie. C'est ainsi que des milliers de conteneurs remplis de bois d'espèces très prisées quittent nos territoires sans aucune information ni de traçabilité pour aller en Europe et en Chine.

Aux multinationales occidentales viennent s'ajouter les opérateurs nationaux qui constituent aussi de grands prédateurs de nos forêts. Si les dirigeants sont complices de ces exploitations abusives, il convient alors à la jeunesse de s'organiser davantage et de prendre ses responsabilités pour la sauvegarde des forêts et contribuer également à la répartition équitable des produits forestiers.

Etant donné que les trois pays frontaliers (Sénégal Gambie, Guinée Bissau) sont fortement victime de l'exploitation abusive des forêts. Il a été recommandé à la société civile de ces trois pays d'amener les trois Chefs d'Etat à mettre fin à cette déforestation en signant une convention commune d'arrêt immédiat de la coupe abusive des bois. La convergence globale s'engage à soutenir ce plaidoyer avec tous ses moyens.

La recommandation phare de ce forum est la composition de ce groupe de plaidoyer pour les trois pays contre la déforestation.

La journée a été très riche en informations, en témoignages et en partage d'expériences. Cela a permis aux participant-e.s de bien comprendre les trois thématiques ; poser des questions et faire des suggestions afin que tous les problèmes soulevés par les uns et les autres puissent avoir des solutions favorables.

- **Escale de Diallo Kounda:**

Le Dimanche 28 novembre 2021, la caravane a effectué une visite d'échange d'expérience dans la forêt classée du village de Diallo Kounda, Commune de Diamalathul. C'est une forêt reboisée par la communauté villageoise à travers l'Association Volontaire de protection de l'environnement (AVD) en partenariat avec le Gouvernement du Sénégal et les partenaires techniques et financiers.



La visité a été dirigée par l'association AVD, la communauté villageoise et les agents des eaux et forêts. Arrivée sur le site, Monsieur Imane Saidou Diallo, Président de l'AVD a souhaité la bienvenue aux caravanier.e.s dans son village avant de faire l'historique de leur forêt. *« Dans le passé, cette forêt abritait plusieurs grands arbres, des animaux sauvages mais depuis l'apparition des chasseurs et des coupeurs de bois, ils ont tué les animaux et couper beaucoup d'arbres. Il n'y'a plus rien. Il a fallu que nous les*

communautés villageoises prennent les choses en main afin de sauver notre forêt. Nous avons eu le financement d'ABPE qui nous a aidés à faire la restauration de notre zone. Maintenant cette zone est sous notre protection. Cette protection est possible par le soutien des agents des eaux et forêts qui nous accompagnent dans la sécurisation de la zone » a expliqué Monsieur Diallo.

Selon le représentant des services des eaux et forêts sur place, la forêt est protégée par la législation sénégalaise de gestion des forêts classées avec l'accompagnement et la bonne collaboration de l'AVD. La forêt est longue de 5 km environ et située à plus de 2 km du centre-ville de Diallo kounda.



Les chefs de délégations de la Gambie et de la Guinée Bissau ont pris la parole pour expliquer à toutes les personnes présentes comment ils ont eu à travailler avec les organisations de cette communauté depuis des années et quelles sont les retombées de leurs actions. *« C'est une zone frontalière entre la Gambie, le Sénégal et la Guinée Bissau. Nous luttons contre les braconniers, les feux de brousses, les coupeurs des arbres depuis des années. Faire vivre la*

végétation est un combat que nous avons engagé pour protéger notre forêt » a ajouté Monsieur Djianko Chef de délégation de la Gambie.



Le porte-parole de la Convergence ouest africaine a pris la parole pour féliciter et encourager l'initiative des villages qui sont appuyés par les agents des eaux et forêts. Selon lui, dans beaucoup de pays les forêts sont protégées uniquement par les agents des eaux et forêt. Mais ici dans cette zone, la protection est assurée par tous les acteurs à tous les niveaux à savoir les villages, les agents des eaux et forêts des autres pays frontaliers du village. Il finit son intervention en invitant toutes les autres communautés à prendre exemple de cette initiative et à le démultiplier /reproduire chez eux.

E. Etape de la Guinée :

Cette étape a été marquée par des exposés liés à la sécurité et la souveraineté alimentaire, l'accès sécurisé des jeunes et des femmes à la terre et l'accaparement des terres.



- **Escale de Koundara :**



Après l'étape du Sénégal, la caravane a entamé celle de la Guinée à travers la ville de Koundara où a lieu la première escale, le 29 novembre 2021 en passant par la ville de GAOUAL qui est une cité d'orpailleurs regroupant toutes les nationalités de l'Afrique de l'Ouest qui s'investissent traditionnellement dans la recherche d'or.

La conférence populaire de Koundara :

En plus des caravanier.e.s venu.e.s des 12 pays membres de la convergence, d'autres acteurs ont pris part à cette rencontre :

- la plateforme nationale,
- les autorités préfectorales,
- la communauté locale,

- le secrétaire général des collectivités des affaires sociales, le vice maire de Koundara, les agriculteurs et agricultrices de la ville et environ,
- les services de sécurité.

Dans son introduction, le porte-parole de la Caravane ouest africaine a d'abord, adressé ses remerciements aux autorités administratives, aux forces de défense et de sécurité, aux femmes battantes pour l'accueil chaleureux en suite il a mentionné : « *Il faut valoriser notre richesse parce que c'est celle que nous possédons depuis le temps de nos grands-parents. Travaillons ensemble pour les protéger et les valorisées* ».

Puis, il a fait le point des étapes déjà faites par la caravane notamment la rencontre historique avec le Président de la République de la Guinée Bissau qui a reçu le Livret Vert et les documents de plaidoyer des mains des caravaniers.

Le représentant des autorités locales a félicité les caravanier.e.s malgré les aléas de la route avant de faire état de l'agenda des différentes activités. Le Maire de la ville de Koundara a aussi souhaité la bienvenue aux caravanier.e.s tout en appréciant la thématique de l'agroécologie paysanne et le courage des caravaniers. Quant au Secrétaire Général de la préfecture, il a présenté la ville de Koundara, sa situation géographique et les activités socioéconomiques.

Enfin, les documents de plaidoyer ont été remis aux Secrétaire Général de la Préfecture de la ville pour que ceux-ci soient vulgarisés et pris en compte par les autorités administratives et coutumières de la préfecture.

Il est à noter que la représentante des femmes de la ville de Koundara a souligné les besoins spécifiques de la communauté à savoir l'accès pour les besoins de maraichage et l'accaparement des terres qui affecte la majeure partie de la population. Le représentant des organisations paysannes, a ajouté un besoin de puits, d'espaces agro écologiques, la sécurisation des espaces maraichers, la lutte contre la déforestation et la construction d'un centre polyvalent.

• **La visite de Courtoisie à la marie de Koumbia :**

La caravane a fait une visite de courtoisie à la mairie de Koumbia à la date du 30 novembre 2021. Lors de cette visite, la caravane a eu l'honneur d'être reçue par le Maire de la ville et ses conseillers. Après la présentation générale de la convergence et surtout de la caravane en tant que activité phare, le Maire de la localité n'a pas manqué de présenté les potentialités de sa préfecture ; selon lui c'est l'une des localités les plus riches en Guinée. 50% du cheptel du pays vient de cette localité et cela voudrait dire que la localité mérite beaucoup plus d'attention et de protection de l'ensemble des acteur.trices contre les prédateurs et autres mauvaises intentions.



La visite de courtoisie a été sanctionnée par une remise des documents de plaidoyer et de l'Agro écologie aux autorités locales. Ils se sont dits très engagés à accompagner les idées de la convergence à travers les documents de plaidoyer qu'ils ont reçu, leur niveau de collaboration avec les organisations paysannes notamment les femmes et les jeunes a été tout de même réaffirmé.

- **Escale de Boké :**



Pour marquer la journée du jeudi 02 décembre 2021, les caravanier.e.s ont réalisé les activités suivantes :

Activité 1 : *Impact des projets de développement pour l'atteinte de la sécurité et la souveraineté alimentaire de la communauté.*

Le jeudi 02 décembre 2021 l'amphithéâtre de l'Institut supérieur des mines et de géologie de Boké a accueilli le forum de la caravane sur le thème « *Impact des projets de développement pour l'atteinte de la sécurité et la souveraineté alimentaire de la communauté.* »



Environ, 300 personnes composées des autorités notamment le Gouverneur de la région, le Préfet, le Maire, les Responsables de la Société Civile, les communautés villageoises, les organisations paysannes, les étudiant.e.s et les caravanier.e.s et un nombre très important des organes de presse ont pris part à cette activité, la rencontre était placée sous la présidence de Monsieur le Gouverneur de la région de Boké.

Avant l'ouverture officielle de la rencontre, les ADDAD (Association de Défense des Droits des Aides Ménagères et des domestiques) ont fait une présentation de leur organisation et des objectifs de celle-ci. Cette présentation a été suivie de sketch pour permettre à l'assistance de mieux comprendre les activités de ladite organisation. Dans ce sketch on retient les abus et les



injustices multiples qui subissent les aides ménagères dans leur travail. Il a fait aussi ressortir les salaires indécents et les conditions de travail dont elles font l'objet.

Les cérémonies protocolaires ont été marquées par les interventions des plus hautes autorités de région et du porte-parole de la convergence.



Le Gouverneur de Boké Colonel Sekouba Camara dans son discours, a d'abord souhaité la bienvenue à tous les caravanier.e.s et salué tous les officiels présents à cette cérémonie. Il a affirmé que la terre, l'eau et les semences paysannes ne sont pas des ressources marchandes. Elles doivent être protégées au profit de la population. Il a fini en déclinant l'engagement du Président de la République, Chef de l'Etat, Chef des armées le Colonel Mamady Doumbouya avant de lancer ouvert les travaux de la caravane a Boké.

A l'entame de son intervention, le Préfet : Colonel Aboubacar a d'abord souhaité ses sincères excuses aux caravanier.e.s pour les éventuelles difficultés rencontrées sur les terres guinéennes. Il n'a pas manqué de réitérer des salutations à l'endroit des militants de la convergence. Et a, par la suite parlé des effets d'exploitation abusive, incontrôlée et illégale des ressources naturelles qui impactent sur la vie des communautés engendrant ainsi désolation, pauvreté et famine. Cette situation entraîne la fuite des compétences. A cet effet, il a affirmé leur engagement au plus près des communautés victimes et marginalisées.

En ce qui concerne le Maire de la ville de Boké, Mamadou Bancawel Camara, il a adressé ses remerciements aux caravanier.e.s d'avoir choisi sa ville et les a félicité.es et encouragé.es dans leur dévouement. Il a par la suite présenté les potentialités historiques, géographiques et environnementales de la région ainsi que la situation des paysan.ne.s dans sa collectivité, les problèmes qu'ils vivent en termes d'accès à l'eau, à l'agro écologie et aux semences paysannes. Il a souligné également l'engagement de sa localité dans la promotion de l'agro écologie, la lutte et la préservation des semences paysannes.

Il a fini par présenter les engagements pris ci-dessous par le conseil communal en termes de stratégie pour garantir l'autonomisation des jeunes et des femmes :

- *Organiser des groupements d'intérêt économique pour un accompagnement dans des mécanismes de financement des projets agricoles d'une partie des ressources financières générées par la taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés minières en fond revolving.*
- *Développer des approches pour aider à transformer les systèmes agricoles de manière à soutenir le développement durable et la sécurité alimentaire sous un climat en évolution ;*
- *Aider à l'amélioration de la production et les revenus de façon durable ;*
- *A adapter et renforcer la résilience aux impacts du changement climatique ;*

- *Favoriser l'entrepreneuriat agricole pour lutter contre le chômage des jeunes en œuvrant très prochainement dans la mise en place dans notre ville, d'un centre d'incubation des projets et PME agricoles à fort potentiel de croissance.*

Quant au Président de la Société Civile, il a affirmé son engagement et son accompagnement pour la défense des droits des communautés. Son allocution s'est appesantie sur les problématiques que vivent les paysans de la Guinée Conakry en générale et dans la région de Boké en particulier.

Le second point focal de la Plateforme nationale de la Guinéenne a rappelé, la place et l'importance de la pratique agroécologique paysanne dans le développement de la vie sociopolitique et culturelle des villes et des villages avant de continuer sur la façon dont les multinationales procèdent à l'accaparement des terres et l'introduction des OGM. Elle a fini son intervention en faisant un plaidoyer auprès des autorités pour que les besoins des jeunes, des femmes et de tou.te.s les paysan.ne.s soient pris en compte au moment de la définition des politiques publiques.



Le porte-parole de la convergence, a, au début de son discours remercié les autorités administratives, sociales et tou.te.s les organisateur.trice.s de l'activité pour l'accueil réservé aux caravanier.e.s. Selon lui, tout développement commence par l'engagement physique. Il a affirmé que : « *Nous naissons tous avec les trois matières qui sont l'eau, la terre et les semences paysannes, œuvrons afin de développer l'agroécologie paysanne qui est une solution durable et qui favorise la lutte contre le chômage des jeunes et des femmes. Il fait part que pour bâtir une nation, il faut vivre ses réalités. L'objectif de la caravane c'est la création et l'instauration du dialogue dans la sous-région* ». Il a fini en



invitant les autorités administratives, sociales et coutumières, les paysan.ne.s de rester soudé.e.s et engagé.e.s pour une lutte commune pour un développement durable des sociétés africaines.

L'intervention du porte-parole a été suivie par une série de témoignages des jeunes et des femmes de la région sur leurs activités génératrices de revenus à travers lesquelles, ils sont confrontés à des obstacles surtout en ce qui concerne le maraichage et la transformation des produits locaux. Ils (femmes et jeunes) demandent l'accompagnement des autorités et de la convergence pour la promotion de leurs activités respectives.

Activité 2 : *La remise du document de plaidoyer au Gouverneur de la région dans ses locaux.*

Une marche pacifique traversant la ville avec les slogans de la caravane ont conduit les caravaniers au gouvernorat. La déclaration de Boké a été lue et remise par les caravanier.e.s au Gouverneur en présence de ses conseillers et beaucoup d'autres personnalités de la région. La remise de la déclaration a été suivie par la remise des kits de la caravane contenant les documents de plaidoyer (le livret vert, le document de plaidoyer commun pour la gouvernance



foncière, le document de capitalisation de la convergence, les documents sur l'agro écologie paysanne).

Activité 3 : La visite au musée de Boké.

L'escale de Boké a pris fin au musée de la ville avec une visite guidée accompagnée par les plus hautes autorités administratives et politiques de la ville. Les caravanier.e.s ont eu droit à des prestations artistiques locales et des sketches riches en enseignements. Du sketch basé sur les relations entre les communautés et les firmes multinationales à travers lequel ; on pouvait retenir :

- Les stratégies d'intervention des multinationales basées sur le mensonge, la corruption et fausse promesse ;
- Les conséquences de l'exploitation abusive des ressources naturelles, de la dégradation de l'environnement, de la famine, des maladies, de la pauvreté, de l'exode rurale etc ;
- Les avantages de la concertation entre les leaders communautaires et les populations pour prendre des décisions importantes concernant toute la communauté,
- La sensibilisation sur les conséquences du bradage et de l'accaparement des terres,
- L'avantage d'impliquer les femmes et les jeunes dans les prises de décisions.

Tout comme certaines escales, celle de Boké a été très riche en mobilisation des autorités et des communautés. Il a également été riche en contenus concernant les activités.

- **Escale de Dubréka :**

Le vendredi 3 décembre 2021, la ville de Dubréka a accueilli la caravane. L'activité de l'escale de Dubreka a porté sur une conférence sur les problématiques de l'accès sécurisé des femmes et des jeunes à la terre agricole et l'accaparement des terres. Elle a enregistré la participation du Ministre de l'Agriculture et de l'élevage, du Chef de Cabinet du Ministère de l'énergie hydraulique et des hydrocarbures, du Maire de Dubreka, des Services techniques, du Président de la société civile et des organisations paysannes. Après les mots de bienvenue du Maire de Dubreka, les participant.e.s ont eu droit à un sketch de sensibilisation sur les conséquences de la déforestation et l'accaparement des terres agricoles.

Le point focale local de la PN de la CGLTE OA de Dubreka et le Président des organisations de la société civile ont présenté les objectifs de la caravane et souligné le rôle joué par les femmes dans la contribution à l'alimentation ; les difficultés relatives à l'accaparement des terres notamment les bas-fonds ; le faible soutien aux femmes pour leurs activités agricoles et de transformation.

Dans les allocutions, le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, a saisi l'occasion pour féliciter et encourager le combat que mène la convergence pour défendre le droit des paysan.ne.s. Selon lui, la valorisation de l'agro écologie paysanne et l'accès à la terre aux jeunes et femmes contribuent significativement au développement socioéconomique de la population. Les objectifs de la caravane entrent en droite ligne dans la politique du Président de la République et son Gouvernement. La Guinée est en pleine réforme politique surtout foncière ; donc, le passage de la caravane avec les doléances des communautés dans les documents de plaidoyer vont être analysées et mises à profit pour ces reformes foncières et agricoles.

Par ailleurs, dans le discours de la représentante des femmes de la commune rurale de Dubreka, on retient les recommandations suivantes :

- La lutte contre l'accaparement des terres et les mauvaises pratiques culturelles sous toutes leurs formes et promouvoir le droit de la femme à la terre sécurisée l'eau potable et aux bonnes pratiques durables ;
- Le passage de l'Agriculture conventionnelle avec l'utilisation des engrais chimiques et semences hybrides à une agriculture écologique avec l'utilisation des semences traditionnelles, des engrais et produits phytosanitaires organiques et d'autres approches agroécologiques ;
- L'aménagement des engrais verts, le compost, les bio pesticides, les engrais bio et d'autres pour soutenir notre agriculture dans la durée avec une production saine et nutritionnelle;
- Encourager l'élevage largement pratiqué surtout les bovins et de la volaille dont leur association avec l'agriculture (association agro-pastorale) offrent des avantages réciproques aux agriculteurs et éleveurs et constitue par excellence une approche environnementale mais aussi de cohabitation pacifique entre des protagonistes.

S'agissant du patrimoine forestier il faut :

- La vulgarisation des foyers améliorés, les cuiseurs à bois économes
- les ruches kenyanes pour l'extraction du miel sans feux
- Les kits d'étuvages du riz avec réduction de bois de chauffe et les kits avec les briquettes combustibles avec des résidus des végétaux (résidus de fonio, de l'arachide, du riz et de palmistes)
- La pratique de la jachère, la régénération naturelle assistée des forêts dégradées ;
- Le reboisement des berges des cours d'eaux et des têtes de sources des cours d'eaux.

La visite de courtoisie au Roi de Dubréka :

La caravane a effectué une visite de courtoisie au patriarche de la basse Guinée le Kountigbé Elhadj Sékhouna Soumah dans son palais royal. La visite a permis au roi de comprendre la convergence et les objectifs de la Caravane. Selon lui le combat de la convergence pour la terre, l'eau et les semences est un combat très noble et mérite tous les soutiens. Il se dit prêt à accompagner ce combat. Les caravaniers ont bénéficié des conseils du roi avant de lui remettre le document de plaidoyer.

Le roi a pour matérialiser l'hospitalité africaine, remis des cadeaux symboliques à la délégation et s'est dit disponible à intégrer l'alliance des chefs coutumiers de l'Afrique de l'Ouest dans la lutte contre les accaparement de terre et pour une vraie intégration des peuples avec une CEDEAO des peuples.

• La rencontre avec le président de la république de guinée :



L'étape de la Guinée s'est bouclée de la meilleure des manières avec la réception des caravaniers par le Président de la Transition, Son Excellence le Colonel Mamadou Doumbouya et ses conseillers au Palais Mohamed IV. La délégation était composée des chefs de délégation pays avec à sa tête le porte-parole de la CGLTE OA et une forte mobilisation de la presse. A l'entame de la rencontre, les différentes délégations pays se sont présentées. La présentation des chefs de délégation était suivie par celle de la dynamique de la convergence ouest africaine ainsi que celle de la Caravane qui est une activité phare de la CGLTE-AO. Le porte-parole de la convergence globale a fini son allocution en faisant un plaidoyer auprès du Président de la République pour qu'il facilite l'intégration de la plateforme nationale de la Guinée dans le comité de révision de la réforme foncière en cours.

Dans son intervention, le Président de la République a félicité et encouragé le combat que mène la Convergence pour la protection de l'eau, la terre et les semences paysannes en faveur des communautés africaines. Selon lui, *« l'eau, la terre et les semences paysannes sont au cœur du développement d'une nation, donc, défendre les droits des paysans, des jeunes et des femmes est un acte noble »*. Il a fini en rassurant les caravanier.e.s de son accompagnement pour l'atteinte des objectifs de la caravane. Les documents de plaidoyer de la caravane (le livret vert, le document



de capitalisation, le document de plaidoyer commun pour une gouvernance foncière responsable en Afrique de l'Ouest sécurisant les droits des communautés (dont les femmes et les jeunes et des documents sur l'agro écologie) ont été remis au Président de la République. Une photo de famille a été prise pour immortaliser cette visite.

F. Etape de la Siéra Leone :

- **Escale de Kambia :**

Cette escale fut marquée le 5 décembre 2021 par une pause qui a permis aux caravaniers d'une part de récupérer un peu d'énergie après plus deux semaines d'activités intenses.



Ainsi tour à tour les caravaniers ont pris la parole pour faire part des remarques et suggestions, ci-dessous quelques-unes des interventions :

- Membre de la plateforme nationale de la CGTEA-O du Niger et transformatrice de lait local, Rékia Siwa, caravanière s'est dite satisfaite de la bonne

tenue de cette caravane. Elle a demandé de renforcer la solidarité et l'union entre femmes afin de mener des projets qui seront bénéfiques à la convergence et aux participantes.

- Selon Alassane Nakandé, chef de la délégation du Burkina Faso et membre du Mouvement Africain pour les Droits Environnementaux (MADE) du Burkina Faso dont l'activité principale est la lutte contre toutes formes de pollution et l'éducation environnementale. Son souhait c'est de renforcer l'organisation des marches et sketches de la CGLTE-AO en recommandant de mettre le focus sur la mobilisation des populations de base et du dynamisme au sein des plateformes nationales.
- Jules Yakoli de l'Organisation Ivoirienne pour la paix travaillant dans une organisation qui œuvre dans le règlement des conflits notamment les conflits intercommunautaires et fonciers, recommande, que la convergence accompagne les organisations ivoiriennes pour faire pression afin d'avoir un code foncier profitable aux paysan.ne.s.
- Traoré de la Gambie propose que prochainement, les premiers responsables songent aux renforcements des capacités des caravaniers notamment sur les techniques de plaidoyer.



- Une représentante de la Mauritanie, membre de l'ONG Mauritanie 2000, transformatrice de poisson et légumes, exprime sa fierté de faire partie des caravanier.e.s et de nouer des



relations. En quittant son pays, elle avait l'objectif d'apprendre des expériences des autres. Chose faite, elle préconise que les femmes soient renforcées davantage.

- Un représentant de la Guinée Bissau et œuvrant dans la protection de l'environnement a fait savoir que son organisation lutte pour la restauration des forêts à travers des plantations. Il témoigne que des jeunes sont formés pour mener des campagnes de reboisement.
- Mme Aminata du Mali témoigne que la situation de l'accaparement des terres est une grande problématique dans son pays. Des femmes sont expropriées de leurs terres. Elles font l'objet de violences physiques lorsqu'elles revendiquent la propriété d'une portion de terre. La « *maman nationale* » a fait une mention spéciale aux comités d'organisation et formulée des vœux de succès à la convergence.
- Mathias de l'ONG Optimiste de la Côte d'Ivoire a confié que son organisation est dans la prise en charge des orphelin.e.s et veuves. Depuis 2015, sa structure a axé ses activités sur la protection de la biodiversité. C'est l'acquisition d'expérience qui l'a conduit à prendre part à cette troisième édition. Toutefois, il a été comblé au-delà de ses attentes. Il s'est fait des ami.e.s et s'est armé davantage de courage pour mieux lutter.

- Jacques Anato du Togo de l'ONG GAAYED, travaille avec des groupements pour la transition agro écologique. Il encourage les organisateurs qui sont au four et au moulin pour la réussite des missions de la convergence. Néanmoins, il demande que la communication soit de mise afin de permettre aux caravanier.e.s de suivre le rythme. Pour maintenir les caravanier.e.s en forme, il suggère des séances de sports lors des jours de repos dans les prochaines éditions.



- ***Escale de Rokpur Kalisa***

Ville de pêche par excellence, Rokpur Kalisa a reçu la visite des caravanier.e.s au quai de pêche pour échanger sur les problèmes des communautés de pêcheurs (es) qui sont exposées aux taxes et autres mesures des autorités compétentes en la matière qui rendent difficile leur travail. Elles ne bénéficient d'aucune subvention et sont intimidées dans l'exercice de leur fonction. Elles ont par ailleurs, demandé à la CGLTE de s'impliquer dans les dialogues avec les autorités pour trouver une solution durable aux problèmes.



- **Escale de Port Loko**

Port Loko était une occasion pour les caravanier.e.s de faire un plaidoyer soutenu à l'endroit des autorités concernant l'exploitation minière par les multinationales qui, non seulement, est responsable de l'expulsion violente de milliers de communautés paysannes de leurs terres. Mais également, pollue les terres avec l'utilisation de produits chimiques dans le cadre de l'extraction minière source de beaucoup de maladies dites maladies nouvelles constatées dans la ville. Les délégations pays ont également, assisté durant tout le séjour à Port Loko à une assemblée des peuples. Assemblée qui se tenait tous les jours, la nuit ,et qui a permis aux caravanier.e.s de revenir sur les différentes activités de la caravane avec focus sur les thématiques et les stratégies développées au niveau pays pour lutter contre l'accaparement des ressources naturelles y compris la terre, l'eau et les semences.



- **Escale de Freetown**

Les activités menées à Freetown dernière escale de la troisième Edition de la caravane ont porté sur la rencontre des chefs coutumiers sur le plaidoyer commun et la cérémonie de clôture.

1. Rencontre des Chefs coutumiers

Le 10 décembre 2021 à Freetown a eu lieu une rencontre entre la convergence et ses alliés



surtout question de développer des stratégies de plaidoyer pour la prise en compte de notre document de plaidoyer sur le foncier au niveau de la CEDEAO.



Ces échanges ont très participatives et fructueuses ; Tous les chefs coutumiers /traditionnels ont partagé les expériences et réalités pays en matière de gestion du foncier et leur niveau d'influence dans les politiques foncières. Il ressort de ces interventions que les chefs coutumiers sont très influents et considérés par les autorités politiques et administratives dans leur pays respectif en matière de gestion foncière et d'élaboration de politique en la matière d'où la forte nécessité de renforcer notre alliance et synergie avec eux. Cela est très important dans la mesure où nous avons déjà la même vision et un objectif commun qu'eux, la sécurisation des terres des communautés et la lutte contre les accaparements de terre.



Les échanges se sont bien déroulés développés autour des stratégies de plaidoyer. Et des conclusions, nous avons retenu les recommandations suivantes :

- 1) L'ouverture des alliances avec d'autres grands réseaux épousant notre vision et cela dans l'immédiat ;
- 2) La maîtrise parfaite du contenu du document de plaidoyer commun par tous les acteurs notamment les chefs coutumiers, les universitaires et la CGLTE OA ainsi que les autres organisations alliés bonne connaissance avant sa vulgarisation,
- 3) La poursuite du processus de plaidoyer avec la CEDEAO quand bien même que l'institution est en pleine réforme,
- 4) L'Engagement d'actions d'analyse et de dialogue politique pour influencer la réforme institutionnelle de la CEDEAO, pour éviter la suppression de la commission agriculture ;
- 5) La remise du document de plaidoyer commun par chaque plateforme nationale au Président de la République de leur pays,
- 6) L'accélération du processus d'opérationnalisation de l'alliance des chefs traditionnels,
- 7) Etendre le plaidoyer aux instances internationales des droits de l'homme à travers des espaces d'échange et la remise des documents de plaidoyer de la Convergence.

En ce qui concerne la rencontre avec la commission de la CEDEAO, Il a été convenu de la planifier les activités en janvier 2022 par la commission restreinte mise en place.

2. Cérémonie de Clôture

La dernière ligne droite de la caravane a été la cérémonie de clôture de la 3^{ème} édition de la caravane à Freetown. Ces activités de clôture ont lieu le jeudi 09 décembre 2021 au "PARC VICTORIA" à Freetown sous la présence effective des Chefs coutumiers et des autorités.

La clôture officielle de la caravane fut placée sous la Présidence de Monsieur le Représentant du Ministère de l'Agriculture avec la participation des membres de l'alliance des chefs coutumiers de l'Afrique de l'Ouest, des universitaires et d'autres personnalités tous alliés majeur de la convergence.

Le porte-parole de la convergence a adressé ses vifs remerciements à tous ceux qui de prêt ou de loin ont contribué à la réussite de cette 3^{ème} édition avant de décliner ses objectifs. Selon lui, la 3^{ème} édition de la caravane avait pour objectif principal de remettre les documents de plaidoyers et le livret vert à toutes



les autorités administratives, coutumières et religieuses des pays qui ont vu la traversée de la caravane, pour les informer des différents problèmes que vivent leurs communautés, leur faire des propositions, des solutions durables afin qu'elles puissent prendre des mesures pouvant aboutir à une résolution durable des problèmes liés au foncier. *« Cette lutte ne pourrait être effective que si les pays de l'Afrique de l'Ouest se mettent ensemble, engagés, vigilants et courageux. C'est avec cela qu'ils peuvent atteindre le développement »* explique-t-il.

Le Président de l'Alliance des chefs traditionnels des 16 pays de la CEDEAO, Honorable Hadi Gourgoudou de la chefferie traditionnelle du Niger, a saisi l'occasion pour remercier au nom de ses pairs tou.te.s les caravanier.e.s : *« C'est l'occasion pour nous de confirmer notre adhésion totale et notre approbation à l'atelier sous régional de définition de la stratégie des plaidoyers sur la gouvernance foncière en Afrique de l'Ouest, sécurisant les droits des communautés dont les femmes et les jeunes. Nous sommes conscients et préoccupés par l'accaparement des huit millions d'hectares entre 2000 et 2012 »*.

Dans son allocution, le représentant du Ministre de l'Agriculture et de la Foresterie, Monsieur Duramany A. Kaman au nom des autorités sierra léonaises, a rappelé les défis liés à la protection de l'environnement notamment la terre, l'eau et l'agroécologie paysanne. Il a affirmé : *« Nous sommes conscients des problèmes qui affectent nos communautés. Il est important de travailler sur des meilleures politiques agricoles en faisant un focus sur les facteurs de production repères que sont la terre, l'eau et les semences paysannes. Aussi, il faut aller vers le changement de certaines lois qui freinent l'épanouissement du monde paysan »*.

La lecture la déclaration finale de la caravane de la Convergence Globale et la remise des autres



documents de plaidoyer a mis à la cérémonie. Dans ce document de quatre (4) pages, les caravanier.e.s ont fait leurs constats, exprimé leurs engagements, exhorté les autorités à prendre des mesures concrètes pouvant mettre fin au phénomène de l'accaparement des ressources naturelles et l'implication effective des populations locales dans l'élaboration des politiques foncières et agricoles. A l'égard de la

CEDEAO, les caravanier.e.s demandent l'harmonisation des codes miniers au niveau sous régional en rehaussant la quote-part des États avec un taux plancher d'au moins 35%.

C'est sur cette note que la 3^e édition de la caravane de la Convergence Globale Ouest Africaine (CGLTE-AO), lutte pour la terre, l'eau et l'agro écologie paysanne a pris fin.



III. La communication

Sur la base du plan de communication, les actions de visibilité ont été menées par la commission communication avant, pendant et après la caravane à travers différents canaux.

■ Avant :

A l'amont, des actions d'annonce de la caravane ont été menés sur les plateformes sociales de la CGLTE OA. Entre autres on peut citer l'élaboration d'une note d'information et la conception d'un spot d'annonce de la caravane et leur diffusion sur les pages Facebook de la CGLTE OA et des plateformes nationales, dans les mailing-list et au niveau des réseaux partenaires.

En outre des supports de communication ont été produits entre autres des banderoles Kakemonos, des kits de participants (gilet, sacs et badges).

▪ **Pendant**

Tout au long de la caravane, la couverture des actions sur les pages Facebook à travers des directs, des tweets par moment ont été fait par la commission communication.

Au niveau de chaque pays, la presse nationale a été mobilisée pour la couverture des actions dans les différentes escales de la caravane. En majorité par les radios de proximité et la presse écrite, au niveau des capitales des pays itinéraires, des chaînes de télévision dont les chaînes nationales ont couvert l'évènement. Des points de presses ont également été organisés.

En outre la caravane était suivie par une équipe professionnelle pour la production de capsules vidéo d'étapes de la caravane. A cet effet 15 vidéos d'étapes ont été réalisées et diffuser sur la chaîne YouTube de la CGLTE OA.

▪ **Pendant**

A la fin de la caravane, la communication a continué avec la diffusion de quelques éléments des temps fort du périple.

Une vidéo de capitalisation de la caravane sur tout son parcours a été produit et diffuser. Enfin un document de capitalisation est en cours de rédaction.

IV. Les forces et les difficultés rencontrées ;

En termes de force on peut citer entre autres :

- Les participants étaient majoritairement jeunes et composée de 55% de femmes, une première ;
- L'exécution à plus de 95 % des activités programmées dont la majorité des activités ont été réalisés sur le terrain avec un contact direct avec les communautés rurales victimes d'accaparement de terres et de ressources naturelles de façon général (sable, coupe de bois, pollution, ...) et non dans les salles ;
- La forte mobilisation des communautés victimes d'accaparements des terres ;
- L'engagement des leaders et chefs traditionnels des communautés rurales victimes à organiser ses populations et réclamer leurs droits violés pour une justice sociale,
- L'engagement des autorités administratives et politiques à engager le dialogue avec les communautés pour une bonne gouvernance du foncier et la mise en place des cadres de concertations ;
- Le changement de la perception des caravaniers sur les enjeux liés au foncier, à l'eau, aux semences paysannes et autre ressources naturelles ;
- La réception des caravanier par deux Chefs d'Etat au palais présidentiel et leur engagement accompagner la lutte noble de la convergence ;
- L'implication des religieux et des chefs coutumiers dans le combat contre les accaparements des terres ;
- La participation de l'alliance des chefs coutumiers aux cérémonies de clôture de la caravane à Freetown,

- La mobilisation des autorités (Deux Présidents de République une première pour la caravane, des Ministres, des Gouverneurs, des Préfets et Sous-Préfets, des Maires), des autorités traditionnelles (chefs village et Roi) des grands alliés de la convergence notamment l'alliance des chefs traditionnels de l'Afrique de l'Ouest, les représentants des églises et les universitaires-chercheurs,
- L'évidence des thèmes abordés pendant cette caravane,
- La cohésion entre les caravanier.e.s du début jusqu'à la fin malgré les difficultés liées à l'état des routes dans certains pays ;
- La facilitation dans la traversée des différentes frontières malgré le contexte du Covid-19 ;
- La couverture médiatique de l'évènement par les médias tant au niveau local, national qu'international ;
- La forte mobilisation des partenaires techniques et financiers sans leurs soutiens desquels la caravane n'aura pas cette réussite ;
- Le travail charnière, la patience et le professionnalisme de l'équipe médicale a été un grand atout qui a contribué au succès en faisant face au nombreux de cas de maladie.

Les difficultés rencontrées au cours de la caravane sont entre

D'énormes difficultés ont entravé le bon déroulement de la caravane au point que le nombre de jour prévus a été débordé, en autres on peut citer :

- L'Etat des routes :

Excepté les étapes du Sénégal, de la Gambie et de la Sierra Leone, l'Etat de la route a été



facteur qui impacté sur le bon déroulement de la caravane d'une part et d'autre part sur l'état de santé de certains caravaniers. Les problèmes ont commencés à partir du trajet de l'étape de la Guinée Bissau. Les bus ont commencé à tomber en panne à causer du mauvais état des routes. C'est en Guinée après, l'escale de Koumbia que le calvaire des caravaniers s'est accentué par les pannes de véhicules au point qu'une nuit fut faite à la belle étoile surtout autour du feu en plein forêt. Le

lendemain, il a fallu abandonner pour la deuxième fois un des bus pour avancer. Du coup, la caravane a fait deux jours entre Koundara et Boké. Entre temps le nombre de malades s'augmentait.

Le retour fut les mêmes choses. Cependant, comme une adrénaline, la solidarité des communautés riveraine n'ont pas fait défaut et donnait le courage aux défenseurs des ressources naturelles.



- **L'hébergement**

Sur les cinq pays itinéraire, la question de l'hébergement était problématique au niveau de certaines villes escale dans quatre pays. Au point que des matelas, des tentes et mêmes des seaux ont été achetés.

- **L'inexistence et le faible débit de la connexion**

Dans une grande partie des pays traversés, le manque et ou le faible débit de la connexion internet a impacter les travaux de la commission communication.

- **La faible mobilisation**

A cause de certains évènements notamment la campagne électorale et le contexte de COVID 19, une faible mobilisation locale surtout en Gambie lors du Lancement qui était l'étape importante de la caravane a été enregistré. Quant à la Sierra Leone, ce fut une Faible mobilisation des autorités Politiques Administratives.

- **Le kidnapping ou cas douteux de positif au COVID 19**

A l'arrivée de la caravane en Sierra Leone, la journée du 05 décembre 2021 consacré jour de pause de la caravane, contre toute entente, un test COVID 19 a été imposé aux caravaniers à Kambia. Après tractation les responsables de la caravane acceptent que le test soit fait. L'équipe de test demande 50 dollars par personne. Ce qui fut refusé.



Arrivée à Port Loko, une tentative de confinement de toutes la caravane est mise en marche car le test aurait relevé 14 positifs soit presque'une personne par pays et quatre du Mali. Ce plan échoue, finalement les 14 personnes sont conduites dans un camp militaire pour un confinement. Le lendemain le Ministre de la santé en personne fait le déplacement à Port Loko avec des menaces. Soudé, les caravaniers diront qu'ils ne seront pas des appâts pour soutirer des fonds à l'OMS.

Tout ce tapage, mais le hic est que les responsables du district de santé de Port Loko ne sont pas informés. Finalement on apprend que selon les textes du pays seul le test est obligatoire pour les personnes venant par vol.

Entre temps à Guantanamo (camp de confinement avec des barbelés partout), le quotidien était, le relevé de température et de tension, avec deux comprimés matin et soir chaque jour. Rare sont ceux qui ont pris ces comprimés. Après trois jours, une grève de faim est entamée avec un



communiqué argumentant le désaccord avec les résultats de test à l'endroit des responsables du centre de confinement. Pour preuve, un résultat a été découvert à l'aéroport, déclarant une personne n'ayant pas pu effectuer le déplacement à Freetown négatif or ce dernier a été déclaré positif dans son pays.

Un test sera fait dont le résultat déclarera les 14 personnes négatif comme une baguette magique le cinquième jour en début de nuit. Ce fut la joie

total du coup surtout à Port Loko. Le lendemain ce fut le bout du tunnel.

Finalement, à Waterloo, les communautés n'auront plus la réponse à la question : Comment faire briller l'or et le diamant pour les communautés en Afrique de l'Ouest ?

Bref, pour dire que dans certains endroits, certains sujets doivent rester tabous. L'imprudent qui tente de le transgresser en prendra à ses dépens et tant pis.

V. Les recommandations

5.1. Les recommandations Générales de la caravane :

A l'issue de 21 jours d'activités, la caravane s'engage à :

- Renforcer les synergies entre tous les acteurs et organisations engagés dans la lutte pour la terre, l'eau, les semences paysannes, le pastoralisme, la pêche artisanale et la foresterie afin de développer une vision commune pour un changement global dans nos pays ;
- Œuvrer pour le renforcement du dialogue politique et de la cohésion sociale pour une paix durable ;
- Renforcer la promotion des systèmes semenciers paysans et les systèmes alimentaires locaux et traditionnels qui ont maintenu la souveraineté alimentaire sur le continent depuis des siècles ;
- Promouvoir largement les pratiques agroécologiques paysannes auprès des populations rurales et acteurs/actrices du domaine agricole pour une meilleure protection de la biodiversité et une alternative au changement climatique et son adoption comme pratique agricole ;
- Combattre l'article 06 de l'Accord de Paris relatif au crédit carbone car les terres ne sont pas des monnaies d'achat de crédit carbone ;

- Lutter efficacement contre toute forme d'accaparement des ressources naturelles (terre, eau, semences paysannes...) ;
- poursuivre le plaidoyer pour une gouvernance foncière inclusive et responsable auprès des institutions sous régionales et africaine en nouant et ou en renforçant des alliances avec les chefs coutumiers, les universitaires et les religieux en vue d'une cohésion sociale et une paix durable.
- impliquer davantage les cas de communautés victimes d'impacts des sites d'orpaillage dans la lutte de la CGLTE OA et lutter pour une exploitation des ressources naturelles (mines, forêts,...) pour le respect de la dignité des communautés riveraines et de l'environnement ;
- mettre en place d'un cadre de concertation multi-acteurs et de développement de stratégie de protection des forêts des 4 pays (Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée) ;
- Mener un plaidoyer pour l'application strict du Protocole de la CEDEAO pour la libre circulation des personnes et des biens et des mécanismes de suivi pour sa meilleure applicabilité au niveau des frontières (arrêt des tracasseries routières) en vue de renforcer le brassage des peuples pour une CEDEAO des peuples ;
- soutenir les braves femmes des communautés rurales victimes d'accaparement des terres pour la plus part œuvrant dans le secteur informel envie de leur autonomisation
- organiser la restitution de la caravane dans tous les pays de l'Afrique de l'ouest par les plateformes nationales.

Spécifiquement la caravane recommande la prise des mesures concrètes

▪ **A l'endroit des autorités pour :**

- Mettre fin au phénomène de l'accaparement des ressources naturelles et l'implication effective des populations locales dans l'élaboration des politiques foncières et agricoles ;
- Arrêter toute forme de criminalisation des défenseurs des droits humains notamment ceux des populations victimes de l'accaparement de leurs ressources ;
- Garantir l'accès des femmes et des jeunes aux ressources naturelles notamment la terre ;
- Appliquer dans tous nos pays l'article 09 du TIRPAA relatif aux respects des droits des paysans et des paysannes ;
- Ratifier la convention 189 de l'OIT (Organisation internationale du travail) relative à la protection des droits des travailleurs domestiques ;

▪ **A l'endroit des institutions sous régionales et régionales (CEDEAO, UEMOA, UA,...) pour :**

- La mise en place de mécanismes pour une meilleure protection du patrimoine foncier des communautés locales et la reconnaissance des droits coutumiers dans les lois foncières ;

- L'harmonisation des politiques de pêche au niveau sous régional pour une meilleure gouvernance des ressources halieutiques ;
- La Promotion de l'agroécologie paysanne pour une meilleure protection de la biodiversité et une alternative au changement climatique ;
- La prise de mesures idoines pour l'arrêt du bradage des forêts en Afrique notamment celles de Ziamia et Diécké en Guinée en mettant en œuvre les directives relatives à la protection des forêts ;
- L'harmonisation des codes miniers au niveau sous régional en rehaussant la quote-part des Etats avec un taux plancher d'au moins 35% et ,veiller à l'application de la Responsabilité Sociétale et Environnementale des Entreprises (RSE) ;
- L'application de l'accord de Maputo consacrant 10 % du budget national à l'agriculture ;
- La mise en œuvre du Protocole de la CEDEAO pour la libre circulation des personnes et des biens et des mécanismes de suivi pour sa meilleure applicabilité au niveau des frontières ;
- Implication de la CGLTE-AO dans le processus d'élaboration, de mise en œuvre des politiques de développement notamment celles portant sur les ressources naturelles ainsi que le suivi ;

5.2. Les recommandations Pays

A. Gambie :

- Mener une campagne contre l'expropriation des terres agricoles pour le marketing immobilier (Accaparement des terres agricoles) ;
- Mener une campagne de sensibilisation des communautés pour la vulgarisation des semences paysannes et à les accompagner pour l'adoption des pratiques de l'agroécologie paysanne.

B. Sénégal :

- Mener une campagne de sensibilisation des communautés pour la vulgarisation des semences paysannes et à les accompagner pour l'adoption des pratiques de l'agroécologie paysanne ;
- Organiser un atelier sur l'adoption d'une stratégie de protection des forêts dans la zone des quatre frontières (Gambie, Guinée Bissau, Guinée et Sénégal) pour l'arrêt immédiat des coupes abusives des bois et le braconnage.
- Mettre en place une synergie de lutte contre le changement climatique notamment la lutte contre la compensation carbone

C. Guinée Bissau:

- Elaboration d'un mémorandum sur les cas (i) des 72 hectares des communautés de Koumoura Pépé accaparés par un palestinien, (ii) des coupes abusives des bois par les entreprises chinoises (GEZINHO / ZEZINHO) dans la zone de Massaba en appui à la lutte du mouvement de protestation constitué de 42 villages.
- Mener un plaidoyer lobbying auprès des autorités pour la résolution des cas soulignés dans le mémorandum
- Organiser une campagne de sensibilisation sur les accaparements des ressources naturelles en renforçant la synergie et la mobilisation avec d'autres communautés pour l'arrêt immédiat et définitif de l'exploitation abusive des forêts et de l'accaparement des terres en Guinée Bissau ;

D. Guinée :

- Organiser un atelier de sensibilisation de l'impact des exploitations minières sur les activités agropastorales et la responsabilité sociale des entreprises dans le développement local ;
- Soutenir les groupements des femmes (maraîchères et autres productrices et conservatrices des semences paysannes) de Koundara ; et
- Vulgariser les pratiques de Régénération Naturelle Assistée/Ecologique (RNA/RNE) et la protection des têtes des sources.

E. Siéra Leone :

- Mener un plaidoyer pour mettre les communautés victimes d'accaparement de terre et d'exploitation de ressources minière dans leur droit.

VI. Conclusion

Bien que, peu évident à cause du contexte sanitaire et sécuritaire, la 3ème édition de la caravane Ouest Africaine « Droit à la Terre, à l'Eau et à l'Agroécologie paysanne une lutte commune ! » a pu atteindre ses objectifs majeurs. Excepté le Libéria tous les pays membres de la convergence ont pu participer. Tous les cinq pays de la caravane ont été traversés avec 17 escales réalisées.

Cette Edition fut une caravane de terrain, une véritable rencontre avec les communautés rurales qui n'ont pas manqué d'extérioriser leur souffrance par rapport à la violation de leurs droits souvent devant les autorités d'une part et d'autre part d'écouter les solutions d'autres personnes venus d'ailleurs et ayant subis des cas similaires. La joie fut grande dans certaines localités au point que certains qualifié de renaissance d'espoir. D'où une tribune de recevoir et de donner entre victimes d'accaparement des ressources naturelles.

Malgré les difficultés au point de faire une nuit à la belle Etoile en pleine forêt, les combattants pour une gouvernance foncière inclusive et responsable ont tenu jusqu'au bout du périple, suivant le slogan « on n'est pas fatigué, on ira jusqu'au bout ».

D'énormes problématiques ont été abordées particulièrement, la Gouvernance Foncière, l'agroécologie paysanne, la gestion des ressources naturelles, l'accès sécurisé des femmes et des jeunes à la terre agricole, la justice climatique, la Gestion de la paix, les coupes abusives des bois par des Entreprises Chinoises (environnement) conflits fonciers, l'accaparement des terres. Ces phénomènes ont été décriés tout au long de la caravane à travers les témoignages des communautés victimes. Pour mieux enrichir les débats avec les communautés, les caravaniers ont décidé de réduire l'itinéraire de la caravane à trois (03) pays en vue de consacrer plus de temps d'activités dans les villes escales avec les communautés locales dans leurs zones ;

En outre les tracasseries routières entravant la libre circulation des biens et des personnes ont été au cœur des débats comme un frein au brassage des peuples et à l'intégration.

En conséquence, la caravane 2021, en plus de la mobilisation des mouvements sociaux et des organisations et leur sensibilisation sur les enjeux communs entravant le développement de la région, la caravane a interpellé les autorités politiques, administratives des pays et les institutions régionales et africaines (CEDEAO, UEMOA, UA, ...) sur la nécessité de la mise en place de mécanismes pour une meilleure protection du patrimoine foncier des communautés locales et la reconnaissance de leurs droits coutumiers dans les textes législatives.

Au regard de ce qui précède, les caravaniers réclament entre autres :

- L'arrêt immédiat du phénomène de l'accaparement des ressources naturelles et l'implication effective des populations locales dans l'élaboration des politiques foncières et agricoles, ainsi que l'arrêt de toute forme de criminalisation des défenseurs des droits humains notamment les défenseurs des droits des communautés rurales victimes d'accaparement.
- L'harmonisation des codes miniers au niveau sous régional en rehaussant la quote-part des Etats avec un taux plancher d'au moins 35% et ,veiller à l'application de la Responsabilité Sociétale et Environnementale des Entreprises (RSE) enfin que les ressources naturelles puissent briller pour les communautés ;
- La mise en œuvre stricte du Protocole de la CEDEAO pour la libre circulation des personnes et des biens et des mécanismes de suivi pour sa meilleure applicabilité au niveau des frontières ;
- L'implication des femmes et des jeunes dans la gouvernance foncière locale pour leur garantir un accès sécurisé au foncier ;
- Le retrait des terres de la compensation carbone de l'article 06 de l'Accord de Paris relatif au crédit carbone ;

Egalement compte de la présence d'une grande majorité des points focaux, la caravane a été mis à profit pour la tenue une assemblée générale. Le renforcement de l'équipe scientifique et du groupe genre ainsi que la mise en place d'une commission de crise pour la résolution des conflits possibles ont été les résolutions de cette assemblée Générale.

Enfin, malgré le contexte sanitaire mondial marqué par la COVID 19, la troisième Edition de la caravane a été un succès de la part la mobilisation et la tenue des activités avec plus de 55% de femmes. A ce titre la CGLTE OA et ses plateformes pays s'attelleront à la mise en œuvre des recommandations formulés et le suivi des engagements.

VII. Remerciements

Nous tenons à adresser nos vifs remerciements aux autorités coutumières, administratives et politiques des cinq pays traversés pour avoir facilité le passage de la caravane et la tenue des activités dans les différentes escales.

Nos encouragements aux communautés victimes de violation de droits humains que nous avons rencontrés et écoutés avec attention et espérons que nos échanges leur permettront de bien s'organiser afin de mieux défendre leurs droits.

Nos sincères remerciements à tous les alliés de la CGLTE OA dans l'organisation de cette caravane, notamment à la plateforme Notre terre, Notre vie et aux confessions religieuses et surtout à l'alliance des chefs coutumiers de l'Afrique de l'Ouest.

Nos félicitations aux braves caravanières et caravaniers pour leur militantisme. Malgré les difficultés et les différences culturelles, ils ont tenu dans la solidarité et la fraternité durant les trois semaines toutes et sont allés jusqu'au bout du périple. Bravo à vous !

Enfin, au nom de la CGLTE OA, de tous les caravanier-e-s et des communautés rurales des pays itinéraire de la troisième Edition de la Caravane, nous remercions vivement tous nos partenaires pour leurs appuis techniques et financiers, sans lesquelles la caravane n'aura pas ce succès. Toutes nos reconnaissances pour cet appui qui est une preuve tangible de votre engagement pour plus de justice sociale dans le monde et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest.

Partenaires :

Pain Pour le Prochain (PPP), Pain Pour le Monde (PPLM), CCFD Terre Solidaire, FIAN, SOS Faim Luxembourg, 11th hour Project, Grassroot International, FPH, FASTENOPFER / Action de Carême, CRID et Action aid.

VIII. Annexes :

A.1. Déclaration de la 3ème édition de la CGLTE-AO

Déclaration de la troisième édition de la Caravane Ouest africaine Droits à la Terre, à l'Eau et à l'Agroécologie paysanne : du 20 novembre au 09 décembre 2021.

Nous, Mouvements sociaux constitués d'organisations paysannes , religieux, chefs coutumiers, pêcheurs, communautés rurales, défenseurs des droits humains, universitaires et autres organisations de la société civile des pays : Mauritanie, Sénégal, Mali, Gambie, Guinée Bissau, Guinée, Sierra Leone, Côte d'Ivoire, Nigéria, Ghana, Togo, Burkina Faso, Niger, Liberia, et Bénin.

Après plusieurs campagnes d'informations et de sensibilisations à travers des conférences, débats, marches pacifiques, échanges d'expériences et visites de communautés victimes d'accaparement de terres dans cinq pays (Gambie, Sénégal, Guinée Bissau, République de Guinée, Sierra Leone) parcourus par la Caravane dans le but de contribuer au développement de politiques fondées sur les principes de l'Agroécologie paysanne et de la bonne gouvernance des ressources naturelles en particulier la terre, l'eau et les semences paysannes sommes réunis ce jeudi, 09 décembre 2021 à Freetown, Sierra Leone dans le cadre de la lutte pour la Terre, l'Eau et l'agroécologie paysanne.

Constatant:

- La forte pression sur les ressources naturelles notamment la terre, l'eau et les semences paysannes au détriment des communautés contribuant à l'appauvrissement des populations ;
- La dégradation des ressources naturelles et certaines pratiques agricoles accentuant les effets des changements climatiques ;
- Les effets néfastes de l'agriculture conventionnelle avec l'utilisation abusive et incontrôlée des pesticides et engrais chimiques ainsi que l'exploitation minière détruisant la biodiversité impactant la santé humaine, animale et végétale ;
- La capacité des Exploitations Familiales à lutter efficacement contre le chômage des jeunes et à l'émergence durable des femmes en milieu rural, freinant l'exode rural et contribuant fortement à l'économie nationale de nos pays ;
- La faible reconnaissance des droits coutumiers fonciers dans les politiques et lois foncières de nos pays ;
- La faible application des conventions et traités comme le TIRPAA en son article 09, relative au respect des droits des paysans et des paysannes ;
- La répression et la persécution des défenseurs des droits des communautés victimes de l'accaparement de leurs ressources naturelles ;
- L'urbanisation galopante et l'accaparement des terres menaçant de plus en plus les terres à vocation agricole favorisant l'exode rural et la migration ;
- La faible application du Protocole pour la libre circulation des personnes et des biens de la CEDEAO adopté en 1975 et les mécanismes de suivi pour sa meilleure applicabilité au niveau des frontières ;
- L'insuffisance de politiques de facilitation d'échanges des communautés inter frontalières, entre autres ;

A cet effet, nous nous engageons à :

- Renforcer les synergies entre tous les acteurs et organisations engagés dans la lutte pour la terre, l'eau, les semences paysannes, le pastoralisme, la pêche artisanale et la foresterie afin de développer une vision commune pour un changement global dans nos pays ;
- Œuvrer pour le renforcement du dialogue politique et de la cohésion sociale pour une paix durable ;

- Renforcer la promotion des systèmes semenciers paysans et les systèmes alimentaires locaux et traditionnels qui ont maintenu la souveraineté alimentaire sur le continent depuis des siècles ;
- Vulgariser largement les pratiques agroécologiques paysannes auprès des populations rurales et acteurs/actrices du domaine agricole ;
- Lutter contre le changement de l'article 06 de l'Accord de Paris relatif au crédit carbone ;
- Lutter contre l'utilisation de la terre pour compenser le crédit carbone ;
- Lutter efficacement contre toute forme d'accaparement des ressources naturelles (terre, eau, semences paysannes...) ;

Nous exhortons nos autorités à prendre des mesures concrètes pour :

- Mettre fin au phénomène de l'accaparement des ressources naturelles et l'implication effective des populations locales dans l'élaboration des politiques foncières et agricoles ;
- Arrêter toute forme de criminalisation des défenseurs des droits humains notamment ceux des populations victimes de l'accaparement de leurs ressources ;
- Garantir l'accès des femmes et des jeunes aux ressources naturelles notamment la terre ;
- Appliquer dans tous nos pays l'article 09 du TIRPAA relatif aux respects des droits des paysans et des paysannes ;
- Ratifier la convention 189 de l'OIT (Organisation internationale du travail) relative à la protection des droits des travailleurs domestiques ;

A la CEDEAO, nous recommandons :

- La mise en place de mécanismes pour une meilleure protection du patrimoine foncier des communautés locales et la reconnaissance des droits coutumiers dans les lois foncières ;
- L'harmonisation des politiques de pêche au niveau sous régional pour une meilleure gouvernance des ressources halieutiques ;
- La Promotion de l'agroécologie paysanne pour une meilleure protection de la biodiversité et une alternative au changement climatique ;
- La prise de mesures idoines pour l'arrêt du bradage des forêts en Afrique notamment celles de Ziama et Diécké en Guinée en mettant en œuvre les directives relatives à la protection des forêts ;
- L'harmonisation des codes miniers au niveau sous régional en rehaussant la quote-part des Etats avec un taux plancher d'au moins 35% et ,veiller à l'application de la Responsabilité Sociétale et Environnementale des Entreprises (RSE) ;
- L'application de l'accord de Maputo consacrant 10 % du budget national à l'agriculture ;
- La mise en œuvre du Protocole de la CEDEAO pour la libre circulation des personnes et des biens et des mécanismes de suivi pour sa meilleure applicabilité au niveau des frontières ;
- Implication de la CGLTE-AO dans le processus d'élaboration, de mise en œuvre des politiques de développement notamment celles portant sur les ressources naturelles ainsi que le suivi ;

Oui à une CEDEAO des peuples avec les femmes et les jeunes au cœur de la souveraineté alimentaire.

Fait à Freetown, le 09 Décembre 2021.

Les Participants (es)

A.2. La liste des différentes autorités ayant reçues les documents de plaidoyer de la convergence

Le tableau ci-dessous fait le récapitulatif des autorités ayant reçues les documents de plaidoyer de la convergence notamment le Livret Vert, le document de capitalisation de la 2^e caravane, le document de plaidoyer Commun pour une gouvernance Foncière responsable, inclusive et équitable en Afrique de l'Ouest sécurisant les droits des communautés (dont les femmes et les jeunes) ainsi que les déclarations d'étape et la déclaration finale

Nombre	Titre des autorités	Localités
Gambie		
1	Gouverneur	Brikama
2	Directeur de l'Agriculture	Brikama
3	Autorité Traditionnelles/ Coutumières	Brikama
Sénégal		
1	Vice-Gouverneur	Ziguinchor
2	Autorités traditionnelles	Diallo Kounda
Guinée Bissau		
1	Président de la république	Bissau
2	Député	Bissau
3	Préfet	Sao -Domingos
4	Service Technique Administratifs	Mansaba
5	Autorité Traditionnelles / coutumières	Sao-Domingos; Mansaba, Pradis
Guinée		
1	Le Président de la république	Conakry
2	Le Ministre de l'Agriculture	Dubréka
3	La représentante du Ministre des hydrocarbures et de l'énergie	Dubréka
4	Maire	Koundara
5	Service Technique Agriculture et autorités traditionnelles et religieuses	Koundara
6	Maire	Koumbia
7	Gouverneur	Boké
8	Préfet	Boké
9	Maire	Boké
10	Service Technique	Boké
11	Autorité traditionnelles/ Coutumières	Dubréka
Sierra Leone		
1	Le représentant du ministre de l'Agriculture	Freetown

A.3. Suivez la caravane sur nos sites et réseaux sociaux :

Site web:

- www.africaconvergence.net
- www.caravaneterreeau.info

Notre page Facebook

- [@convergenceterreeau](https://www.facebook.com/convergenceterreeau)

Notre compte twitter

- [@caravanecglte](https://twitter.com/caravanecglte)

Notre chaine YouTube

- https://www.youtube.com/channel/UCeZanAEzw_OHmEBH7SOxl4g

A.4. Termes de références de la 3ème édition de la Caravane ouest africaine (CGLTE-AO)

I. Contexte

La terre, l'eau, et les semences paysannes sont des ressources vitales pour l'humanité et qui font parties de l'héritage commun en Afrique et dans le monde. Par conséquent, elles ne doivent en aucune manière faire l'objet de marchandisation ou de décisions politiques au profit des multinationales et des privés et/ou particuliers nationaux et internationaux. Elles doivent être préservées par chaque communauté pour le bien commun de nos sociétés, de notre environnement et de notre alimentation pour les générations actuelles et futures.

En Afrique subsaharienne, environ 80% de la population dépend de l'agriculture familiale paysanne, de l'élevage, de la pêche, de la foresterie et d'autres activités connexes. L'accès, le contrôle, et la sécurisation des droits liés à la terre, à l'eau, et aux semences paysannes ont de tout temps été aux mains des communautés, mais ces droits légitimes ont été bafoués, reniés et dénigrés. Pourtant, ces droits sont reconnus nationalement et internationalement à travers le Droit à l'alimentation, la Déclaration des droits des paysans et des travailleurs en zone rurale, les directives de gouvernance foncière, forestière ou de l'eau et de la pêche du conseil supérieur de l'agriculture de l'ONU sis à la FAO. Ainsi ces droits légitimes doivent être légalisés pour protéger et garantir ce patrimoine commun par les communautés, pour la paix, la cohésion sociale et dans une perspective de prospérité partagée saine, équitable et solidaire.

La réalisation de plusieurs droits humains relatifs à une alimentation saine et adéquate à une nutrition de qualité et en quantité suffisante, à l'eau et à l'assainissement, à la bonne santé, à la culture, au logement et travail décent ; dépendent directement de l'accès sécurisé aux ressources naturelles. La répartition juste et équitable de ces ressources naturelles et l'égalité des genres sont essentielles et constituent un impératif pour la souveraineté et la sécurité alimentaire ; basée sur l'agroécologie paysanne, les systèmes d'alimentation locaux, la biodiversité naturelle, cultivée et élevée, le contrôle de nos semences paysannes, et le respect des cycles de l'eau et son utilisation rationnelle. Celle-ci développée dans *Le Manifeste de l'Agroécologie Paysanne de Nyéléni* articulé autour de 7 piliers intrinsèquement liés afin de bâtir des terroirs en Agroécologie Paysanne en respectant les droits des communautés et leurs valeurs.

Cette vision commune aux populations rurales, urbaines et périurbaines intègre également des relations et/ou interconnexions entre producteurs et consommateurs basées sur l'économie solidaire, l'entraide et la coopération, la production et le consommer local. Toute chose qui favorise la construction de dynamiques collectives de terroirs fortes, en conscientisant et en luttant pour permettre à l'humanité et la

planète via les communautés de répondre aux enjeux et défis auxquels elles sont confrontées aujourd'hui :

- les inégalités de plus disproportionnées et insupportables. **Elles ne sont pourtant pas une fatalité, mais le résultat de choix politiques.** Comparée aux autres régions du continent africain, l'Afrique de l'Ouest abrite le plus grand nombre de pays où 30% de la population vit avec moins de 1,90 dollar par jour. Aujourd'hui les 1% les plus riches des Ouest-Africains gagnent plus que le reste de la population de la région réunie. Les pays ouest-africains perdent l'équivalent de 9,6 milliards de dollars chaque année sous forme d'incitations fiscales offertes aux entreprises multinationales. Cette somme serait suffisante pour construire chaque année 100 hôpitaux modernes et bien équipés dans la région. (source OXFAM) ;
- l'industrialisation de l'agriculture avec son cortège mortifère :
 - de produits chimiques polluant tout organisme vivant
 - de production de malbouffe entraînant sur toute la planète de plus en plus de maladies cardiovasculaires, diabète, obésité...
 - d'accaparement de terres, d'eaux, de ressources naturelles
 - de main mise sur une alimentation pauvre, aseptisée et standardisée par une poignée de multinationale
- la financiarisation et marchandisation des tous ces biens communs entretenus et encouragés par la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI), qui ont un passif lourd vis-à-vis des pays de l'Afrique de l'Ouest avec les politiques d'ajustement et de réajustement structurel des années 1980-1990, fonds de pensions, et toutes autres institutions financières y compris des fondations comme Bill et Méline Gates, Yara etc. qui soutiennent toujours les projets AGRA , ou à un autre niveau les décisions aberrantes mais toujours dans le filon capitalistes des G7, G8, G20 et d'autres institutions et consortiums ;
- Le réchauffement de la planète due à l'extrême industrialisation et mondialisation des échanges commerciaux aggravés par de nombreux traités inégalitaires comme les APE et accentuant le changement climatique et l'appauvrissement permanent des populations.

Ainsi, cette nécessité de regrouper les différents acteur/trices de la lutte en Afrique, les mouvements sociaux et de bases et les organisations de la société civile, engagés dans la défense des droits à la terre et à l'eau, s'est concrétisée à Dakar en octobre 2014 dans le cadre du Forum Social Africain pour lutter et protester contre les accaparements de toutes les ressources naturelles, l'eau et la terre, nos biens communs. Les idées communes et collectives ont été partagées à travers une Déclaration commune¹ et portées avec la naissance de la Convergence globale des luttes pour la Terre et l'Eau. Cet appel à la solidarité essentielle des luttes basée sur la Déclaration commune s'est consolidée lors du Forum Social Mondial à Tunis en

¹<http://caravaneterreeau.info/?Declaration-Droits-a-la-terre-l-eau-et-les-semences-paysannes>

mars 2015. Ainsi de Dakar à Tunis, c'est au Mali que la Convergence Globale des Luites pour la Terre et l'Eau Ouest Africaine (CGLTEOA) verra le jour au CIFAN² lors d'une rencontre organisée par la Convergence malienne contre les accaparements de terre (CMAT)³ qui a regroupée onze (11) pays de l'Afrique de l'ouest en juin 2015. Un plan d'action a été adopté, lançant ainsi le point de départ d'une véritable synergie d'actions nationales via la mise en place de plateforme nationale de la CGLTEOA, et sous régionale avec des activités phares comme les caravanes, les contre-sommets, le forum avec les chefs coutumiers ... Aujourd'hui elle a évolué et elle dispose d'une architecture institutionnelle souple, composée d'une coordination régionale, de 15 plateformes nationales représentées par deux points focaux, un homme, une femme dans chaque pays et d'une rencontre annuelle devenue biennale faisant office d'assemblée générale tenue régulièrement : décembre 2016 au Mali, en Sierra Léone 2017, au Bénin en 2019 et au Mali 2021.

Cette dynamique ouest africaine s'inscrit dès le départ dans la lutte pour les droits humains tant sur le terrain qu'au niveau institutionnel. En effet avec l'élaboration du document cadre sur le foncier au niveau de l'Union Africaine qui doit être décliné en directives contraignantes par la CEDEAO ou celui sur les semences par l'UEMOA, la CGLTE-OA ambitionne d'influencer, par la conscientisation et la mobilisation des communautés à la base, les décideurs de la sous-région (CEDEAO et UEMOA) pour obtenir des législations bénéfiques pour les peuples et non pour les élites et les investisseurs privés. De ce fait, l'organisation d'une caravane sous régionale de sensibilisation, d'interpellation et de mobilisation tous les deux (2) ans, dans différents pays de l'Afrique de l'ouest est alors inscrit à l'agenda.

Ainsi, la première édition de la caravane a regroupé plus 200 acteur/trices en mars 2016 sous le focus Droit à la Terre, à l'Eau : une lutte commune ! Elle a mobilisé douze (12) pays et traversé trois pays, le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal avec 11 escales en 17 jours et près de 10 000 personnes touchées à travers près de 300 organisations avec en toile de fonds la remise du **Livret vert**⁴ de la Convergence aux autorités, et au représentant du président de la République au Sénégal, alors président en exercice de la CEDEAO.

La deuxième caravane a regroupé en novembre 2018 plus de 300 participants- des des mouvements sociaux et de la société civile, des ONG venues de l'Afrique de l'Ouest et d'autres horizons comme l'Algérie, le Cameroun, la RDC, le Madagascar, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique et les USA et a touché environ 15 000 personnes. Elle a traversé 5 pays, 17 escales en 21 jours et a enregistré des activités de lancement au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Sénégal avec une forte implication des autorités et des communautés. Elle est partie de la Guinée Conakry puis a traversé la Côte d'Ivoire, le Ghana et le

² Centre international de formation en Agroécologie Paysanne de Nyeleni

³Née en 2011 et composée de 5 structures nationales maliennes :

⁴ Lien livret vert

Togo pour arriver au Bénin, où ont été remis, comme à toutes les autorités rencontrées, le document de plaidoyer le **Livret vert** de la CGLTE OA à son Excellence M. Patrice Talon Président de la République du Bénin dans la capitale, Cotonou.

A la fin de chaque édition de la caravane, un document et des films capitalisant les expériences ont été produits.

En cinq ans d'existence et deux caravanes, les graines semées, germent et poussent de plus en plus au 4 coins de l'Afrique de l'ouest dans le cadre d'une dynamique collective avec une vision et des actions communes. Ainsi on peut citer parmi les nombreux impacts positifs où sont passées les deux caravanes :

- la consolidation de la CGLTEOA passant de 11 plateformes à 15 plateformes dont les deux dernières sont la Gambie et la Guinée Bissau en 2018 ;
- le renforcement des rapports de force sur le terrain grâce à l'engagement, la mobilisation et la synergie d'actions entre mouvements de base, organisations paysannes, femmes, jeunes, ONG au sein des plateformes nationales et des liens créés lors d'actions communes régionales ;
- l'aboutissement du plaidoyer pour la Loi portant sur le Foncier Agricole au Mali adoptée en avril 2017 et ses décrets d'application en 2018. Celle-ci prend en compte les aspirations majeures du monde paysan malien notamment les droits fonciers collectifs coutumiers avec la reconnaissance d'un quatrième régime foncier : *les terres Agricoles des communautés rurales*.
- la résolution et un début de solution de plusieurs conflits notamment à Wassadu au Sénégal, Samandeni au Burkina Faso, Sanamandougou et San au Mali, Womey et Gbahouété au Benin,
- le renforcement de la lutte pour la protection de forêt de Ziama et Guecké en Guinée....
- le déclenchement de la politique foncière dans certains pays dont la Guinée
- la facilitation d'espaces de dialogue pour la diffusion du code domaniale et foncier au Togo, à partir des formations autour des directives de gouvernances foncières menées par la CGLTEOA via la CMAT et soutenu par la FAO dans cinq pays de la région;
- le tissage et le renforcement de liens avec les institutions régionales : rencontre foncière à Abuja avec la CEDEAO, transmission du Livret vert aux présidents en exercice de la CEDEAO ;
- l'amélioration des relations entre communautés et autorités locales et administratives des localités traversées par les différentes caravanes ;
- le renforcement de la promotion des semences paysannes à travers des groupes d'acteurs sur l'agroécologie Paysanne, les semences paysannes, la lutte contre les OGM avec diverses formations, rencontres et études inter pays (Burkina Faso, Mali, Bénin (UPOV), Sénégal, Niger) ;

- la mise en place d'un mécanisme de défense et de protection des défenseurs des droits humains criminalisés et d'alerte des cas d'accaparements des terres et d'expulsions forcés dénommé système d'alerte de la CGLTE OA ;
- l'accompagnement des groupements des femmes et des jeunes du secteur informel au Burkina, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, au Sénégal, Mauritanie...;
- le renforcement des liens de lutte sur la gouvernance foncière entre chefferies traditionnelles et plateformes nationales et la mise en place d'un réseau des chefs traditionnels (rois, reines et chefs de villages) pour la gouvernance foncière afin de travailler en synergie avec la CGLTE OA suite au Forum africain sur le rôle et les responsabilités des femmes et des jeunes dans la gouvernance foncière suivant les Us et les coutumes en décembre 2019 au Mali,
- l'élaboration d'un document de plaidoyer et sa stratégie de portage auprès des institutions régionale notamment la CEDEAO et l'UEMO avec les chefs coutumiers, les universitaires et d'autres organisation COPAGEN, ROPPA ;
- le déclenchement des négociations avec la commission de l'Agriculture, du Développement rural, de l'Economie Blue et de l'environnement durable de la l'UA dans le cadre de la plateforme notre terre notre vie dont la CGLTE OA est membres.

Ces cinq années riches d'expériences, de rencontres, de luttes et de constructions collectives, de batailles remportées et de climat général amélioré entre les communautés et les autorités confirment les choix stratégiques d'activités de la CGLTE OA pour porter une transformation sociale en Afrique de l'ouest, l'intérêt d'avoir des activités régulières et communes mobilisant les plateformes nationales pour renforcer pacifiquement les rapports de force sociaux et la crédibilité du mouvement : chaque caravane étant alors le fil rouge et fédérateur des communautés et des organisations de base .

II. DE LA NECESSITE DE LA TENUE DE LA 3^e EDITION DE LA CARAVANE DE LA CLGTE-AO

La troisième rencontre annuelle de la CGLTE OA, tenue à BOHICON au Bénin en Juillet 2019 à l'issue de l'évaluation de ses luttes et revendications a décidé de l'organisation de la troisième édition de la caravane en 2020 reporté en 2021 à cause de la pandémie du COVID 19. La nécessité d'organiser cette troisième édition se justifie par le fait que cet événement régional ouest africain de la CGLTE OA fait avancer les luttes sur différents plans. Il se révèle précieux pour les communautés qui l'accueillent d'autant plus que beaucoup de cas d'accaparement des terres, de privatisation /marchandisation de l'eau voir des ressources naturelles par les multinationales tant dans l'urbain que le rural ont été résolus en faveur des communautés. A cela s'ajoute la destruction du capital semencier paysan avec la promotion des semences génétiquement modifiées (OGM) proposées par les

multinationales ainsi que les pesticides de MONSANTO, DOW CHEMICAL, SYNGENTA, BAYER entres autres. Celle-ci se matérialise par le brevetage du vivant et la volonté d'anéantir les systèmes semenciers paysans. Aussi la lenteur ou le tripatouillage de l'accord de Paris sur le Climat notamment dans son article 6 qui intègre le secteur des terres (forêts et terre agricole) dans les marchés carbone.

En termes d'alternative, seule l'agroécologie semble faire l'unanimité dans les discours, mais chaque acteur, notamment les gouvernements, les multinationales, les financiers spéculateurs, porte l'agroécologie selon son intérêt le plus souvent éloigné de celui des communautés paysannes. C'est pourquoi la CGLTE AO porte et défend l'Agroécologie paysanne, la seule que les paysannes et paysans peuvent mettre en œuvre dans leurs terroirs autour de dynamiques collectives.

A l'instar des autres secteurs, le monde rural ouest africain socle du développement est fortement impacté par la pandémie de COVID19 depuis début mars 2020. Cette pandémie a occasionné beaucoup de morts dans tous les pays et a bousculé les habitudes. Au point que, dans la recherche d'une solution, les pays se sont renfermés avec des mesures de confinement ayant abouti à la fermeture des frontières et des restrictions à certaines habitudes notamment les regroupements et le mode de travail. Cela a eu pour corollaire, une forte baisse des prix des principaux produits exportés et à de graves perturbations de l'activité économique. D'où une baisse des revenus des communautés.

En outre, les mesures d'endiguement et la distanciation sociale menaceront inévitablement les moyens d'existence d'innombrables personnes tant au niveau urbain que rural et accentueront les vulnérabilités existantes. Toute chose qui devrait amener à faire des réflexions dans le sens d'une relocalisation et une diversification des productions locales avec comme socle l'Agroécologie paysanne pour atteindre la souveraineté alimentaire et le développement de l'agriculture familiale.

C'est ainsi que cette caravane, toujours autour de la thématique de base "Droits à la terre, à l'eau et à l'agroécologie paysanne : une lutte commune", va mettre le focus sur les dynamiques locales avec une approche holistique dans les terroirs et en lien avec les chefs coutumiers déjà mobilisés lors du Forum africain en décembre 2019 au Mali.

Au cours de cette caravane, des séries d'activités portant sur la sensibilisation, la formation et la réflexion sur les enjeux liés à l'environnement au foncier, à l'eau, à l'agroécologie paysanne avec un focus sur les semences paysannes, au pastoralisme, à la pêche, aux APE et à la migration seront organisées, à chaque escale dans les pays itinéraires et / ou pays de départ.

En thème transversal, la criminalisation des défenseurs des droits humains sera dénoncée. Aussi, une mise en lien du travail des différentes organisations de la CGLTE OA qui travaillent sur les questions de gouvernance foncière, d'implication des

femmes et des jeunes dans la gestion foncière locale sera faite. Un accent sera mis sur les effets de la pandémie du corona virus en termes de résilience et d'adaptation des habitudes.

La caravane partira de la Gambie, traversera le Sénégal, la Guinée-Bissau, la Guinée pour la Sierra-Leone pays de destination finale où sera remis des documents de plaidoyer de la CGLTE OA au Président en exercice de la CEDEAO.

III. Les Objectifs et Résultats

3.1. Objectif Général

L'objectif général de la 3^e édition de la caravane (2020) est de :

- Contribuer au renforcement des communautés de base en vue d'interpeller les décideurs pour l'amélioration des politiques et textes législatifs avec l'implication des chefs coutumiers/traditionnels pour une gouvernance inclusive, progressiste, juste et équitable tant dans les terroirs qu'au niveau national et régional sur le foncier, l'eau, les semences paysannes pour une transformation sociale en Afrique de l'Ouest prenant en compte l'agriculture familiale basée sur l'Agroécologie paysanne pour une souveraineté alimentaire.

3.2. Objectifs spécifiques :

Spécifiquement, il s'agira de :

- Favoriser une prise de conscience des communautés des villes d'escales des différents pays itinéraires par la sensibilisation sur les enjeux et défis liés à l'environnement, à la terre, l'eau, les semences paysannes et la nécessité de les préserver pour les générations actuelles et futures ;
- Sensibiliser les communautés sur les dangers liés aux changements climatiques, aux semences artificielles (OGM), pesticides et la nécessité de mettre en place des banques semencières paysannes communes et l'adoption des pratiques agroécologiques dans leur localité respective ;
- Plaider pour l'implication des femmes et des jeunes dans la gouvernance foncière et la prise en compte de l'accès sécurisé au foncier dans les lois et/ou réformes foncières ;
- Appuyer la déclaration de la société civile sur le partenariat UE / UA portée par la plateforme notre terre notre vie ;
- Consolider la dynamique régionale enclenchée par le renforcement des actions entreprises par les organisations et mouvements sociaux par le biais des plateformes nationales pays de la CGLTE OA en lien avec les autorités traditionnelles et /ou coutumières et universitaires ;

- Organiser un contre COP26 pour protester contre la lenteur de l'application effective de l'accord de Paris et exiger le retrait du secteur des terres (forêts et terre agricole) dans les marchés carbone stipulé dans l'article 6 dudit accord ;
- Remettre au Président en exercice de la CEDEAO et aux autorités politiques et administratives de chaque pays, les documents de plaidoyer dont le **Livret vert de la Convergence, l'Engagement de chefs coutumiers et la déclaration de la société civile Africaine sur le partenariat UE / UA** pour une prise en compte effective des préoccupations des peuples africains dans les politiques et processus de décision relatifs aux ressources naturelles ;
- Renforcer le plaidoyer afin que la CGLTE-AO soit consulté par les instances sous régionales et régionales africaines (CEDEAO, UEMOA, UA) avant les prises de décisions dans le cadre du foncier, de l'eau, des semences et de l'environnement.

3.3. Résultats attendus

- Les populations de 17 villes d'escales des cinq pays itinéraires de la caravane et les caravaniers sont sensibilisés sur les enjeux de la terre, l'eau, les semences paysannes et se mobilisent pour relever le défi pour les générations actuelles et futures : les dangers des semences artificielles (OGM) et les pesticides sont mieux connus par les communautés paysannes et décident de mettre en place des banques semencières paysannes communes et d'adoptent des pratiques agroécologiques dans leur localité respective ;
- Un plaidoyer est engagé auprès des autorités locales et nationales en plus des institutions sous régionale (CEDEAO, UEMOA) sur les enjeux du changement climatique et l'implication des femmes et des jeunes dans la gouvernance des ressources naturelles et la prise en compte de l'accès sécurisé et équitable au foncier dans les politiques et lois foncières en Afrique de l'Ouest ;
- Une synergie est enclenchée entre la CGLTE OA et les autorités traditionnelles et coutumières sur la bonne gouvernance des ressources naturelles, l'accès des femmes et des jeunes à la terre et leur soutien au portage du plaidoyer sur le foncier auprès des institutions sous régionale ;
- Des alternatives sont proposés aux changements climatiques et des stratégies de plaidoyer sont adoptés pour le retrait du secteur des terres (forêts et terre agricole) dans les marchés carbone stipulé dans l'article 6 de l'accord de Paris à travers la mobilisation des acteurs au contre COP26 ;
- Les documents de plaidoyer dont le **Livret vert de la Convergence, l'Engagement de chefs coutumiers, la déclaration de la société civile Africaine sur le partenariat UE / UA et le document de plaidoyer sur le foncier** sont remis aux hautes autorités de la Sierra Leone et les représentants de la CEDEAO pour le Président en exercice de la CEDEAO en vue de la prise en compte effective des préoccupations des peuples africains dans les politiques et processus de décision relatifs aux ressources naturelles et aux partenariats ;

IV. METHODOLOGIE

Le dispositif organisationnel de la caravane porte sur deux niveaux : l'organisation pratique est faite par les plateformes pays tandis que la coordination et le suivi sont assurés par la coordination régionale de la CGLTE OA. A cet effet, seront mise en place une commission d'organisation nationale dans chaque pays itinéraire et un comité d'organisation sous régional composé de trois commissions (Scientifique, Communication et logistique).

La méthodologie de mise en œuvre se fera en trois étapes avec une forte implication des organisations des femmes et des jeunes :

4.1. Les préparatifs

- La validation de l'itinéraire et du programme de la caravane ;
- La définition des activités par les plateformes pays en lien avec le Livret Vert de la Convergence ;
- La définition d'un thème global par pays dont l'animation sera faite par la Coordination régionale ;
- L'alliance avec d'autres partenaires dont les organisations membres de « la plateforme notre terre notre vie » pour la facilitation de l'hébergement des caravaniers et des lieux de tenue des activités ;
- La recherche de financement par les plateformes nationales pour la prise en charge de leurs activités, de leurs participant-e-s (hébergement et restauration) et de la logistique d'accueil dans les pays escales ;
- La recherche de financement pour la prise en charge de la logistique, la communication, et la capitalisation par la coordination régionale ;
- La réalisation d'une mission de supervision par la coordination régionale dans les villes escales des pays où la caravane organisera des activités pour s'enquérir de l'état des préparatifs.

4.2. La tenue de la caravane

Cette étape comportera :

- **Lancement de la caravane dans les pays :**

Il se fera en deux phases :

- Une cérémonie de lancement de la caravane dans les pays de départ est organisée autour des thématiques de la CGLTE OA par chaque plateforme membre. Ensuite les participant-es se rencontreront dans un pays de jonction convenu pour faire le trajet ensemble.

- Le lancement officiel aura lieu à **Kanifing en Gambie** pays de départ de la caravane.

- **Activités collectives tout le long du trajet**

Tout au long des itinéraires seront organisées des conférences populaires, des marches, des projections de film et des rencontres avec les populations, communautés, parlementaires, élus communaux et autorités administratives et coutumières par les caravaniers. Les activités terrains seront privilégiées.

Les débats seront focalisés sur entre autres thématiques, terre, eau, semences paysannes, agroécologie paysanne, autres ressources naturelles, changement climatique, protection des droits humains avec focus sur les droits des communautés (femmes et jeunes) et les défenseurs des droits humains, la paix...en tenant compte des problématiques locales.

Enfin, dans le pays de destination de la troisième édition de la caravane sera organisé :

- Un contre COP 26 pour une justice sociale et proposer des vraies alternatives aux changements climatiques ;
- une rencontre des représentants de l'alliance ouest africaine des chefs coutumiers avec la participation des universitaires pour faire le point du plaidoyer sur le foncier en cours et la consolidation des acquis ;

C'est deux actions constituent des innovations de cette Edition de la caravane.

En outre, le Livret vert et le document de capitalisation seront remis aux autorités des localités traversées.

- **Contre COP 26**

Le contre COP 26 est une mobilisation des communautés rurales de l'Afrique de l'Ouest contre les fausses solutions de lutte contre le changement climatique notamment en ce qui concerne les forêts et les terres agricoles. Il s'inscrira dans le cadre des multiples Campagnes contre l'injustice climatique en vue de la COP26.

Le contre COP 26 ambitionne de lutter contre l'article 6 de l'accord de Paris notamment pour l'exclusion des terres de la compensation carbone qui demeurent des biens communs et non des marchandises. A la fin de la caravane, l'évènement sera organisé à Freetown en Sierra Leone et est ouvert à toutes les organisations et personnes intéressés.

- **Rencontre des représentants de la plateforme ouest africaine des chefs coutumiers avec la participation des universitaires**

Une rencontre regroupera les représentants des chefs coutumiers de la sous-région avec la participation des universitaires pour faire le point du plaidoyer sur le foncier en cours et la consolidation des acquis. Egalement les religieux participeront

à la dite rencontre. Ce sera l'occasion de faire des réflexions pour l'opérationnalisation de la plateforme.

- **Cérémonie de clôture de la Caravane**

Un grand atelier de synthèse des activités et débats qui ont eu lieu au cours de la caravane sera organisé et fera l'objet d'une déclaration finale. La cérémonie de clôture de la caravane fera l'objet de remise officielle des documents de plaidoyer au Président de la Sierra Leone, pays de destination finale de la caravane 2021 à Freetown.

En plus du livret vert, la déclaration finale, le document de plaidoyer sur le foncier et l'Engagement des chefs coutumiers de l'Afrique de l'Ouest seront remis au Président pour ses pairs de la CEDEAO.

Pour la visibilité de la caravane un plan global de communication sera élaboré.

4.3. Le suivi et la consolidation des acquis de la caravane

En plus du suivi de la mise en œuvre des résultats et des recommandations de la caravane, un document et un film de capitalisation seront produits.

V. Dispositif de prise en compte de la pandémie du COVID 19

Reporté par deux fois à cause de la pandémie du COVID19, dénote de la volonté de la coordination régionale de la CGLTE OA à prendre à bras le corps la crise sanitaire qui a secoué le monde. A cet effet, pour minimiser les risques, un dispositif de prévention et de protection des caravaniers contre la COVID 19 et de gestion en cas de test positif sera mise en place. Il sera basé sur le respect des mesures barrières recommandés par les autorités des pays.

Le dispositif comprendra :

- Un comité de suivi interne COVID 19 composé de trois agents de santé et un responsable de la caravane, veillera au respect des mesures de riposte et test des caravaniers dans chaque pays. Il travaillera avec les équipes pays tant sur la protection des caravaniers dans les bus que dans les villes escales lors travaux et fera le trait d'union entre les équipes pays;
- Une équipe de test et de suivi pays (agents de santé de chaque pays itinéraires) qui effectuera le test des caravaniers par pays et la prise en charge d'éventuel cas. Des démarches seront faites auprès des autorités sanitaires des différents pays par les PN et seront appuyés par la mission de supervision ;
- La mise en disposition des kits de protection composée de gel hydro alcoolique, des masques, et des outils de lavage des mains.

VI. Itinéraire de la Caravane

La caravane partira de la Gambie, traversera le Sénégal, la Guinée-Bissau, la Guinée pour prendre fin en Sierra-Leone.

Des points de jonctions

- Le Niger, le Nigeria, le Benin, le Togo et le Ghana se retrouveront au Burkina Faso pour converger au Mali en vue de rejoindre la caravane en Gambie en passant par Kaolack au Sénégal ;
- La Mauritanie rejoindra le convoi à Kaolack au Sénégal ;
- Le Liberia et la Côte d'Ivoire rejoindront la caravane en Guinée

Des Etapes donnant lieu à des activités :

PAYS	Villes	Thématiques abordées
Gambie	Kanifing	- Améliorer l'accès à l'eau pour l'agriculture urbaine (Accaparement de l'eau)
	Brikama	- L'arrêt de l'expropriation des terres agricoles pour le marketing immobilier (Accaparement des terres agricoles)
	Mansakonko	- Accès à des semences de qualité pour améliorer l'agriculture familiale (Agroécologie Paysanne)
Sénégal	Kolda	- Gestion des ressources naturelles (Gouvernance forestière et semences paysanne)
	Ziguinchor	- Gouvernance Foncière, Semences paysannes, Gestion de la paix
Guinée – Bissau	São Domingos,	- Remise de livret vert aux autorités administratives et les autorités locales, - Témoignage sur l'exploitation du sable de Varela
	Prabis,	- Témoignage des autorités et aussi les populations sur le cas d'accaparement de Terres 750 hectares
	Mansaba,	- Litige Etat, autorités locales et les populations sur la problématique des coupes sans Contrôle des bois par des Entreprises Chinoises (environnement) ; - Gestion des conflits (Eleveurs et Agriculteurs...)

Guinée	Boké Boffa	- Impact des projets de développement pour l'atteinte de la sécurité et la souveraineté alimentaire des communautés
	Dubréka.	- Problématique d'accès sécurisé des femmes et des jeunes à la terre agricole
Sierra-leone	Kambia	- La problématique de l'exploitation abusive des forêts par les multinationales, impact sur les communautés et le développement durable. - Visite de terrain et témoignage des communautés - Visite de champs agroécologie avec un accent sur les semences paysannes - Marche et remise des documents aux autorités
	Port Loko	- Accaparement des terres, une menace pour l'agriculture famille en Sierra Leone - Visite d'échange avec les communautés victimes d'accaparements des terres avec des témoignages - Marche et remise des documents aux autorités
	Waterloo	- Comment faire briller l'or et le diamant pour les communautés en Afrique de l'Ouest ? - Marche et remise des documents aux autorités
	Freetown	- une rencontre des représentants de l'alliance ouest africaine des chefs coutumiers avec la participation des universitaires pour faire le point du plaidoyer sur le foncier en cours et la consolidation des acquis ; - Contre COP 26 pour une justice climatique excluant les terres de la compensation carbone - Cérémonie de clôture de la caravane

VII. Durée et Participants

La caravane démarrera **20 Novembre** en Gambie et se terminera **le 11 décembre 2021** en Sierra-Leone. Cependant en fonction des distances, il faut compter en moyenne trois jours pour atteindre le point de ralliement et trois jours pour le retour.

Au cours de 21 jours à partir de la Gambie, participeront à cette caravane plus de trois cent (300) personnes réparties comme suit :

- 175 représentant-e-s repartis entre les pays de lancement (Burkina Faso, Benin, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Liberia, Niger, Nigeria, Mauritanie, Mali) ;
- 125 représentants des pays itinéraires (Gambie, Sénégal, Guinée-Bissau, Guinée et Sierra leone) ;

NB : ce nombre n'intègre pas la participation des partenaires ou autres alliés.

VIII. Programme indicatif

IX. CHRONOGRAMME

Chronogramme de réalisation

Etapes	2021												2022			
	anv	ev	ars	vril	mai	juin	juil	out	sept	oct	nov	dec	rim1	rim2	rim3	rim4
Préparatif																
Mission de Supervision																
Caravane																
Suivi																